

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

LES JUIFS DE FRANCE ET L'ÉGALITÉ DES DROITS CIVIQUES

(L'assemblée de 1806)

THÈSE POUR LE DOCTORAT
(Sciences Politiques et Économiques)
Présentée et soutenue le 6 mars 1933 à 14 heures
par

Eugène SRAER

Président : M. MESTRE, Professeur.
Suffragants { MM. OUALID, } Professeurs
MAUNIER, }

NEMOURS
IMPRIMERIE ANDRÉ LESOT

1933



Digitized by the Internet Archive
in 2026

THÈSE POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

LES JUIFS DE FRANCE ET L'ÉGALITÉ DES DROITS CIVIQUES

(L'assemblée de 1806)

THÈSE POUR LE DOCTORAT
(Sciences Politiques et Économiques)

Présentée et soutenue le 6 mars 1933 à 14 heures

par

Eugène SRAER

Président : M. MESTRE, Professeur.

Suffragants { MM. OUALID, } *Professeurs*
 { MAUNIER, }

NEMOURS
IMPRIMERIE ANDRÉ LESOT

1933



CHAPITRE PREMIER

LES ORIGINES

L'histoire du peuple juif de Palestine, composé de simples cultivateurs et bergers, sans traditions politiques, sans grandes institutions militaires, sans éclat dans l'art, ne prêterait à aucune attention s'il « n'avait eu une série d'hommes extraordinaires, qui, en un temps où l'idée de droit existait à peine, se portèrent comme les défenseurs du faible et de l'opprimé ». A commencer par les Patriarches qui ont été les fondateurs de la nation, la série se continue avec Moïse, les Juges, les Prophètes, et finir cette période de leur histoire avec le christianisme naissant qui coïncide avec la destruction du Temple de Jérusalem et de leur indépendance nationale.

Moïse donna la Bible (la Thora) aux Juifs, d'après la tradition purement juive. D'après une partie de l'école critique de la Bible, c'est Esdras qui a rédigé et promulgué la Thora quatre siècles après. En tout cas, elle est le centre unique de la vie d'Israël ; elle l'a règlementée pour des siècles. Elle est à la fois un code civil, criminel, moral, religieux. Le jour où elle fut rédigée, elle fut sûrement « la loi la plus humaine et la plus juste qui eût été écrite jusque-là ». Elle contient « des règles idéales, des utopies,

si l'on veut ». Mais c'était un code parfait pour le ix^e siècle avant J.-C. Dès cette date, la religion juive était complète. La morale est entrée en plein dans la religion. Pour être l'homme de « Jéhovah, il s'agit, avant tout, d'être un homme de bien ». On n'a qu'à voir la législation sur le prêt et sur le gage qui est plutôt inspirée par un sentiment d'humanité que par un esprit de légalité.

L'inspiration individuelle, la prophétie, a été un principe fondamental du judaïsme. C'est à lui qu'Israël doit son importance historique. Les prophètes se croient inspirés par Dieu. Ils n'employaient dans leurs prédictions aucun moyen matériel. Ils ont eu en horreur la sorcellerie, la magie, les images taillées, statues, idoles. Ils sont simples, austères, d'un esprit absolu. La politique est toujours mêlée chez eux à la religion.

D'après les prophètes, la religion juive doit devenir une religion sociale. Ils veulent la réformer selon la justice. Ils haïssent le luxe et la richesse et se plaisent à humilier les riches et les forts, à rabaisser ce qui est élevé. L'orgueil est le crime par excellence. Les parures et coquetteries des femmes sont comparées à l'idolâtrie. Ils réclament l'abolition des sacrifices. Qu'on se purifie, qu'on cesse de faire le mal, qu'on apprenne à faire le bien, qu'on cherche la justice, qu'on soit juste pour l'orphelin, qu'on défende la veuve, c'est ce qu'ils proclament toujours. Les prophètes rêvent d'une fraternité et d'une paix universelles. Quand « de Sion sortira la Loi et la parole de Dieu de Jérusalem. Et Dieu jugera entre les nations et il sera l'arbitre des peuples. De leurs épées, ils forgeront des socs de charrue et de leurs

lances, des serpes. Les nations ne lèveront plus l'épée les unes contre les autres, et elles n'apprendront plus la guerre ».

C'étaient des idées bien hardies et très révolutionnaires pour la société et l'époque où elles étaient formulées.

Le prophète qui contribua le plus à répandre ces idées de justice et de paix dans la seconde moitié du ^{viii}e siècle, fut le prophète Isaïe, fils d'Amos. D'un rare talent littéraire, il possédait un sentiment religieux des plus purs. La prédication condensée n'a jamais été portée à une plus haute perfection. Sans fonction, ni titre officiel, il a été pendant près de cinquante ans l'âme inspirée d'Israël. De son temps, naît la vraie prière, sans sacrifice, toute âme pure pouvant se trouver en commerce avec Dieu. Et comme la prière était chantée sur la lyre, voilà inauguré le psaume, la plus belle création littéraire du génie d'Israël.

Dans ses prédications, le prophète Isaïe se montre comme le vrai fondateur de la doctrine messianique. Dès le ^{ix}e siècle, cette doctrine se trouvait en germe chez les prophètes Samuel, Elie et Elisée. Mais vers 740, Isaïe lui donne un éclat sans égal par son ardeur, sa conviction, par l'exemple de sa vie et par la beauté du style de ses prédications.

Un autre prophète, inférieur à Isaïe par son talent, mais qui lui est supérieur par son obstination, son langage fougueux et son sérieux tragique, fut Jérémie. Il fut le grand martyr du judaïsme. Jérémie est moins préoccupé des questions sociales que ses devanciers et sa prophétie prend un caractère nettement religieux en s'occupant des questions théologiques et liturgiques.

Comme tous les prophètes, il fait peu de cas des rites, il n'estime et ne fait valoir que le culte du cœur. Bien entendu, il a horreur des sacrifices humains qu'on pratiquait alors. Ce prophète prend un tel ascendant sur la société qu'il veut pétrir à son modèle, que, même le pouvoir royal d'alors, représenté par le roi Josias, se déclare pour son parti de réforme. Le monothéisme absolu fut fondé ; on organisa avec les Lévites, les chœurs de musique au Temple. Les Psaumes liturgiques se développèrent. « Les cantiques de Sion étaient renommés, et à l'étranger on demandait aux Israélites de les chanter, comme une curiosité de leur pays ».

Jérémie était plus prêtre que les prophètes antérieurs. De son temps, et par sa grande influence, le temple de Jérusalem est devenu le centre du mouvement national. De son idéal découlait la religion d'Etat et un roi employait la manière forte pour protéger le culte pur de Jéhovah. Dans ses prédications, il donne à ses nationaux des conseils de haute sagesse « qui ont été pendant des siècles la règle du judaïsme dispersé ». Dans son chapitre XXIX, Jérémie conseille aux juifs exilés à Babylone : « Contribuez au bien-être et à la paix de la ville où je vous ai fait exiler, car votre bien-être et votre paix dépendent de la sienne ».

Jérémie est en décadence au point de vue littéraire, en comparaison avec ses devanciers. Son style n'a pas la fermeté classique du leur.

Le dernier grand prophète — mais qui prophétisa à Babylone, où il fut déporté par Nabuchodonosor — fut Ezéchiel,

fils de Bouzi, prêtre de par sa caste. Il fut le grand consolateur des exilés de Babylonie. Par sa prédication enflammée, il « sauva la conscience d'Israël ». Ézéchiél remplace le grand idéalisme d'Isaïe par un symbolisme matériel. Le style de ses prédications n'est pas à la hauteur des images d'une force extraordinaire qu'elles contiennent. Ses idées sont à peu près celles de Jérémie.

Du temps d'Ezéchiél datent les synagogues où on s'assemblait à certaines heures du jour pour se fortifier dans l'esprit national contre la contamination des influences étrangères, pour pleurer ensemble et discuter les intérêts communs.

Le retour des juifs de l'exil de Babylone en Palestine, permis par Cyrus, et la restauration du deuxième temple de Jérusalem produisirent une renaissance du prophétisme qui fut de courte durée. Cette catégorie de prophètes, dont font partie Haggai, Zacharie fils de Barachie, et Malachie, est très inférieure à Isaïe et à ses imitateurs. Il est évident que le rôle des inspirés touche à sa fin avec l'achèvement du Nouveau Temple qui eut lieu en 516 avant J.-C. Le prophète devient écrivain.

En résumé, nous croyons « que les plus anciens défenseurs de l'opprimé furent les prophètes d'Israël ». Ils rêvaient « d'une paix où toute trace d'aristocratie militaire ayant disparu, il « ne pût plus être question que des réformes sociales ».

L'ère des Hagiographes commence, mais sans marque spéciale sur le destin du peuple juif. A cette époque, on peut attribuer l'épanouissement de la liturgie par les Lévites. Ce sont eux qui ont composé les Siré hamaaloth « petits poèmes

achevés de forme, délicieux de poésie, d'un charme religieux, qui a vaincu les siècles ».

De ce temps date le livre de Daniel qui montre le progrès extraordinaire accompli par la pensée juive. Elle passe du monothéisme au messianisme qui est plein d'espérances. Ce livre est le point de départ de toute une littérature qui servit pendant quatre siècles à l'expression de la pensée juive et chrétienne.

En 332 avant J.-C. par la conquête macédonienne de la Palestine, l'hellénisme vient en contact direct avec le judaïsme et l'influence profondément. Hors de Palestine deux grands centres juifs développeront à un très haut degré la culture judéo-hellénique. Ce sont : Alexandrie d'Égypte et Antioche, la capitale de la Syrie. En Palestine même, l'hellénisme était tellement en estime qu'il devait être fatal au peuple juif et l'assimiler complètement. Ce furent les Asmonéens qui sauvèrent le judaïsme, qui sauvèrent la Bible, perdus sans eux. Sous leur conduite temporelle et spirituelle l'indépendance nationale est quasi reconquise. Les deux grands partis politico-religieux juifs, les pharisiens et les saducéens, se forment. Ils exercent leur influence sur la vie nationale jusqu'à la décadence asmonéenne. C'est à cette époque, vers le deuxième siècle avant J.-C. qu'on trouve mentionné, d'une façon certaine, le Sanhédrin, cette ancienne institution dont nous parlerons plus loin.

Les temps étaient troubles, les esprits surexcités et on cherchait l'interprétation, sinon l'explication des mystères. Les sectes pullulaient autour du Jourdain et de la Mer Morte. Parmi

elles, la secte Essennienne formait de véritables instituts monastiques. Jean-Baptiste en faisait partie. Nous arrivons ainsi à la naissance du christianisme, la dernière grande création du génie religieux juif, sur sa terre nationale.

Sous Simon l'Asmonéen, le judaïsme entre en relation avec le monde romain. La suzeraineté nominale macédonnienne est remplacée par la suzeraineté effective romaine. Les Juifs commencent à s'établir à Rome et dans les autres parties du vaste empire. La quasi-indépendance juive de Palestine prend fin en l'an 70 après J.-C. avec la prise de Jérusalem et la destruction du Temple. Ainsi finit la première phase de l'histoire nationale juive, celle de leur indépendance nationale. Elle coïncide avec la naissance du christianisme. Cette coïncidence sera un facteur théologique important dans l'épanouissement de la nouvelle religion et lourde de conséquences pour la condition des Juifs dans les pays où ils sont éparpillés, à commencer d'abord par l'empire romain.

CHAPITRE II

L'ÉPOQUE ROMAINE

La colonie juive de Rome date de l'an 63 avant J.-C., quand Pompée, après avoir vaincu Aristobule, roi de Judée, y amena un grand nombre d'esclaves qui servit de noyau à cette colonie « qui eut de si brillantes destinées ». Mais les rapports internationaux judéo-romains datent de bien avant. Ils ont contribué à faire promulguer par les Romains des lois, en faveur des Juifs de la Diaspora (1), en leur accordant des privilèges. Dans l'alliance judéo-romaine, conclue sous Simon Macchabée, il y avait une clause essentielle par laquelle les Romains s'obligeaient à garantir aux Juifs la liberté de leur culte dans l'Empire, dans tous les pays et dans toutes les villes alliés. Hyrcan II obtint de César, pour les Juifs, une véritable Magna Charta garantissant leurs privilèges. Les Hérodiens réussissent à maintenir ces privilèges.

La tolérance des coutumes nationales et la liberté du culte étaient des principes du droit public romain. Les juifs en jouissaient, parce qu'ils constituaient une nation. Le culte juif était

(1) La Diaspora désigne l'ensemble des pays habités par les juifs qui ont été exilés de Palestine après la destruction de leur indépendance nationale.

l'ensemble des mœurs, des coutumes religieuses d'une nation, émanant d'elle, se confondant avec elle et se limitant à elle. La simple tolérance ne suffisait pas au libre exercice du culte juif. Il fallait déroger en sa faveur au droit commun. Ces dérogations constituaient les privilèges.

Le culte impérial obligatoire, était la négation même du monothéisme hébraïque. On a dispensé les Juifs de certains de ses rites, on leur a accordé de modifier leurs formes habituelles ; on trie d'abord les qualificatifs divins du titre officiel de l'empereur. Ils n'emploient jamais ceux qui indiquent plus nettement la qualité divine du monarque et, en premier lieu, le titre de Dieu.

Ils célèbrent bien toutes les fêtes impériales : l'avènement, les dies natalis, les jours de victoires comme les jours de deuil. Des sacrifices même sont offerts dans le Temple de Jérusalem, non à l'Empereur, mais pour l'Empereur à Jéhovah. Dans la Diaspora, ces sacrifices sont remplacés par des prières qui deviennent des formes obligatoires du culte impérial.

En matière de culte impérial, on accorde aux Juifs un autre privilège, celui de ne pas placer les images impériales dans les Temples et Synagogues, tandis qu'ils sont obligés de tolérer les signes du culte impérial ne comportant pas des images.

Le législateur romain laisse les Juifs observer scrupuleusement le Sabbat et leurs fêtes. Cela n'allait pas sans inconvénients, puisqu'à l'époque païenne, il fallait les protéger contre les entreprises des villes grecques et, à l'époque chrétienne, contre

les tracasseries des fonctionnaires chrétiens. Alors pour leur permettre de célébrer leurs fêtes conformément à leur tradition, on leur accorde des privilèges fort importants. L'on ne devait pas les citer en justice les jours de Sabbat et de leurs fêtes, ni exiger d'eux des contributions, ni leur imposer des corvées ces jours-là. Quand les distributions mensuelles de grains ou d'argent tombaient un jour de Sabbat, les Juifs recevaient le don public le lendemain. Ne voulant pas se servir de l'huile païenne, ils recevaient l'équivalent en argent.

On leur permettait en outre, de faire des pèlerinages à Jérusalem, au Temple, pendant son existence et à la ville même, après la destruction du Temple.

Les lois romaines contenaient, en outre, des clauses spéciales qui permettaient aux Juifs de s'approvisionner d'aliments, conformément à leurs lois et à leurs coutumes.

Les Romains n'ont pas obligé les Juifs, comme soutient Mommsen à abandonner l'hébreu de force, et à parler le latin ou le grec. Si les Juifs ne parlaient pas l'hébreu, c'est qu'ils en avaient perdu l'usage. Mais l'hébreu ne fut jamais proscrit, on le reconnaissait même légalement par le fait que l'on garantissait la liberté du culte, des prières et des livres juifs.

Les Juifs avaient le droit de prier publiquement à haute voix et de chanter en hébreu lors de leurs services. Les rouleaux de la Thora étaient déclarés sacrés par la loi romaine. Leur vol était considéré comme un sacrilège et leur profanation très sévèrement punie.

En reconnaissant aux Juifs la liberté du culte, on leur a

reconnu *ipso jure* le droit de réunion qui entraînait aussi le droit d'association. Les communautés juives ayant donc une existence légale, jouissaient de la personnalité morale. Elles étaient capables d'acheter, de vendre, de passer des baux pour location d'immeubles, de services ou de fournitures, de tester, de recevoir et de faire des donations. Elles possédaient une organisation administrative, financière et judiciaire. A la tête de la communauté, il y avait un conseil nommé *gérousie*, composé de plusieurs membres nommés « anciens ».

Le conseil avait la juridiction religieuse et, probablement par délégation, la juridiction civile dans la communauté. Il jouissait d'une juridiction autonome.

En résumé, les Juifs vivaient dans l'empire romain d'une vie nationale et communale propres. La théorie de Mommsen, d'après quoi la nation juive, après l'an 70, était devenue une simple confession, n'est pas très solide. Les Juifs continuaient à jouir de leurs privilèges en tant que nation, même après l'an 70. Ces privilèges étaient attachés à titre héréditaire à tous les Juifs ethniquement juifs, et, en conséquence, ils appartenaient à la nation juive en entier.

En adoptant le christianisme comme religion officielle, l'Etat romain remplaça sa tolérance religieuse par l'exclusivisme. Il modifia ainsi un principe essentiel du droit public romain. Désormais, les coutumes nationales des peuples de l'empire ne seront plus respectées, quand elles seront des coutumes religieuses. En dehors du christianisme, toute autre religion, toute autre doctrine religieuse même, est délictueuse. D'où une clas-

sification de ces doctrines-classification à laquelle correspond une échelle des peines et des déchéances.

Avec l'abolition du principe de la tolérance des coutumes nationales et l'introduction du principe de l'exclusivisme, on retirait aux Juifs la base sur laquelle ils fondaient leur droit à une existence ethnico-religieuse propre. La théologie chrétienne, et pour des motifs purement théologiques, rendit en partie aux Juifs ce que le nouveau principe du droit public leur enleva. En dehors du christianisme, elle ne reconnaissait le droit à l'existence qu'à un seul culte : le culte juif, et ce, pour démontrer la véracité de la religion chrétienne et celle de la réalisation des prédictions évangéliques touchant la misère et la déchéance juives.

Tout en reconnaissant au culte juif le droit à l'existence, on lui apportait des entraves, on le rabaisait et on l'avilissait.

Les Juifs étant méprisables, les lois les frappaient d'une série de déchéances : intestabilité partielle, règles spéciales défavorables pour les successions *ab intestat*, interdiction de certains mariages, diminution du droit d'acquérir, de vendre, exclusion des honneurs publics, inégalité pénale, réduction de l'autonomie judiciaire.

Le code de Théodose II et la novelle 146 de Justinien prouvent suffisamment les déchéances et les règles vexatoires auxquelles on a soumis les Juifs.

Ces déchéances frappent d'autres non-chrétiens ou des hérétiques, mais cet ensemble de mesures et leur disproportion sont spécifiquement faits pour les Juifs.

Malgré tout, la religion juive avait une existence légale. Cette liberté restreinte, cette diminution de droits ne rendaient pas encore le culte juif délictuel. De toutes les religions non officielles, la religion juive est la mieux traitée, et, en somme, la seule tolérée.

Après la destruction du Temple de Jérusalem, les Romains tout en empêchant les Juifs d'avoir un chef territorial, leur reconnurent avec le temps, un chef *sui generis*, souverain sans pouvoir territorial, chef en quelque sorte spirituel de tous les Juifs de l'Empire. Il s'appelait patriarche ou *nassî* en hébreu. Le patriarche présidait le Sanhédrin. Cette dignité était héréditaire dans la famille d'Hillel, qui se rattachait par les femmes au sang royal de David. Le patriarcat dura jusqu'à l'an 425. Quand le dernier patriarche, Gamaliel VI, mourut sans postérité, l'empereur Théodose II abolit, sans rencontrer de résistance, ce faible vestige de l'antique royauté juive.

Le fait le plus important de l'histoire du peuple juif sous le patriarcat, fut la composition du Talmud, c'est-à-dire de la Mischna et de la Guémara, son commentaire. (Talmud signifie enseignement, étude, de la racine lamad ; Mischnah, de schanah, répéter, apprendre — ghemara, de gamar : finir, accomplir, étudier).

Encore au temps des Macchabées, les scribes s'adonnaient à l'étude de la loi transmise par la tradition orale et y ajoutaient des gloses, dont la réunion finit par former des commentaires euivis. Quelquefois, ils formulaient des lois nouvelles qui, tout en s'inspirant de l'esprit général de la Bible, et rattachées d'ail-

leurs à elle par un lien plus ou moins artificiel, ne se déduisaient qu'indirectement de ses prescriptions à l'aide de certains procédés logiques énoncés pour la première fois par Hillel. Ces lois nouvelles, formulées avec concision et netteté, s'appelèrent des Halachoth (Halachah, littéralement : voie).

Plusieurs docteurs, afin de simplifier l'étude des halachoth, devenues de plus en plus nombreuses, entreprirent de les classer méthodiquement sous différentes rubriques et d'en faire des recueils par ordre de matières. Ces recueils reçurent le nom de Mischnot. Mais la Mischna qui éclipsa toutes les autres et devint comme le code définitif de la loi orale, fut celle de Rabbi Juda-le-Saint, patriarche et Chef de l'académie de Thibériade. Rabbi Juda composa son travail de la compilation de ses prédécesseurs et divisa comme eux sa Mischna en six livres ou ordres (sédarim) subdivisés en traités (Massechet, littéralement : tissus) soixante-trois chapitres en tout (pérakin) et paragraphes (halachoth), dont chacun renferme une ou plusieurs décisions. Les six livres ont pour objet 1^o les lois agraires, (précédées d'un traité sur la prière) ; 2^o les fêtes ; 3^o le mariage, les successions et les vœux ; 4^o le droit civil et pénal ; 5^o les objets et rites sacrés ; 6^o les lois relatives à la pureté.

La Mischna de Rabbi Juda est une œuvre de bonne construction juridique, logique, écrite avec lucidité et mesure, dans un hébreu abâtardi. Elle rapporte sèchement et avec une extrême concision les diverses Halachoth accompagnées du nom des docteurs qui les ont formulées et en indiquant les opinions divergentes.

L'œuvre de Rabbi Juda est devenue classique, parce qu'elle arrivait à son heure et répondait à un besoin général.

Cette œuvre fut à son tour développée et complétée par les rabbins de Palestine des ⁱⁱⁱ^e et ^{iv}^e siècles. Leur commentaire forme le Talmud de Jérusalem ou Jérouschalmi. Il fut rédigé à Tibériade à la fin du ^{iv}^e siècle. Sur les 63 traités de la Mischna, 39 seulement sont pourvus de guémaras palestiniennes. Ce commentaire est souvent obscur et inintelligible par suite de sa rédaction imparfaite en langue araméenne. Il est parsemé d'anecdotes et d'historiettes et sans beaucoup de sens historique. Le Jérouschalmi n'a pas exercé une grande influence sur la pensée juive. Mais il a sa valeur à cause des renseignements qu'il fournit sur la vie des Juifs de Palestine durant plusieurs siècles.

La Mischna fut soumise au même travail de commentaire, par les rabbins de Babylone, dont la Guémara rédigée au ^{vi}^e siècle s'appelle le Talmud de Babylone ou Bâvli. C'est un ouvrage plus vaste et plus complet que celui de Jérusalem. Tous deux ont le même dédain absolu de la forme littéraire, la même concision et le même manque de méthode, qui engendrent l'obscurité. Dans le Talmud babylonien « les discussions juridiques souvent « serrées, fines, parsemées de formules concises, sont noyées « par un flot de légendes, d'historiettes mystiques où édifiantes, « d'anecdotes, de récits historiques et de théories sur toutes « sortes de sciences, d'arts, de sorcellerie même ».

Ces éléments, dont est composé le Talmud de Babylone, à part les controverses juridiques, on les classe sous le nom de Haggada ou « causeries ». La Haggada faisait le fond de pré-

dication à l'époque talmudique et se rattachait, en général assez étroitement, à un texte de la Bible.

Le Talmud a été longtemps le principal aliment intellectuel des Juifs dispersés ; aussi, ses destinées ont-elles été celles du peuple Juif, et « quand le Talmud a été brûlé on n'était pas loin de brûler les Juifs eux-mêmes ».

Le Talmud a eu un sort très variable. A certaines époques, on l'a prôné avec exagération et les Juifs l'ont placé au-dessus de la Bible elle-même. A d'autres époques, il a été rabaissé et critiqué avec une injustice choquante : on a reproché à la partie juridique, sa sécheresse, à la partie haggadique, sa dureté, son intolérance et sa superstition. D'autre part, on a cité la rigueur excessive des prescriptions rituelles. Mais on a paru oublier l'époque et les hommes auxquels le Talmud s'adressait ; « au moment où la dispersion d'Israël commençait sur toute la surface de la terre, au milieu de peuples, les uns barbares et plongés dans une idolâtrie grossière, les autres déjà énervés par l'excès d'une civilisation trop raffinée, il fallait à tout prix élever autour du judaïsme une double et triple barrière morale, une enceinte extérieure, pour le protéger contre les influences dissolvantes du dehors, surtout dans les siècles de confusion, de persécution et d'ignorance ». Et « si les Juifs n'ont pas connu l'ignorance du moyen-âge, c'est au Talmud qu'ils le doivent ».

CHAPITRE III

LES JUIFS EN FRANCE

Dans les dernières années de l'empire romain (IV^e, V^e s.), les Juifs se trouvaient en assez grand nombre dans la Gaule. Ils étaient répandus dans tout le Midi, ainsi qu'en Auvergne, à Orléans et à Paris. Ils s'occupaient de l'agriculture, du commerce et comme métiers ils brillaient dans la médecine et dans l'orfèvrerie. Quant aux rapports qu'ils entretenaient avec la population gallo-romaine, ils étaient tellement cordiaux que cela ne laissait pas d'inquiéter les ecclésiastiques, et les conciles eurent à s'en occuper pour les troubler.

A l'entrée des Francs en Gaule, le droit romain était en vigueur. Les rois mérovingiens l'ont appliqué à tous les habitants, suivant le principe de la personnalité des Lois. Rien ne change dans les conditions juridiques des Juifs. Les dispositions du Code Théodosien concernant les Juifs sont toujours rappelées par les conciles de Vannes (465), d'Agde (506), d'Epaone (517), d'Orléans (533), et de Clermont (537). Ils étaient donc « inhabiles de tout éternité » à remplir une fonction civile et à avoir droit à des dignités. Défense leur était faite de témoigner en justice contre les chrétiens et d'avoir des chrétiens à leur service. Par contre, ils devaient supporter toutes les charges

En matière de droit privé, il fut interdit aux parents juifs de priver de la légitime ceux de leurs enfants qui auraient abjuré le judaïsme.

En matière pénale, en Bourgogne, à égalité des délits, les peines édictées contre les Juifs étaient plus fortes.

Par contre, on maintient leur juridiction propre en matière religieuse.

En 533, sous Childebert et en 633, sous Dagobert, on prend contre eux des mesures d'expulsion.

Les Carlovingiens ont apporté une certaine amélioration à la situation des Juifs et à leur condition juridique. D'après un livre découvert à Parme, par M. Neubauer, il résulterait qu'ils avaient aidé puissamment Charles Martel, Pépin et Charlemagne dans leurs luttes contre les Sarrazins du Midi de la France et de l'Espagne. Les rois carlovingiens ont donc reconnu les services rendus.

Louis le Débonnaire effaça des lois franques les dispositions qui mettaient la vie et la fortune des Juifs à la merci du restant de la population. Il défendait de les soumettre à l'épreuve de l'eau et du feu, dont la procédure froissait leur croyance et les exempta des impôts ordinaires qui se cumulaient avec leurs taxes spéciales.

Sous ses successeurs, l'hostilité du haut clergé contre les Juifs ne fit que s'accroître. Au concile de Meaux (845) on a décidé de mettre en vigueur à nouveau tous les décrets des conciles mérovingiens. On amplifiait même certains usages odieux, par exemple, la colaphisation à Toulouse.

Le pouvoir se faisait le complice des haines cupides du clergé, dans la confiscation de tous les biens des Juifs (à Narbonne, en 914), sous divers prétextes. Pourtant, durant cette période, les Juifs ne furent pas les seuls à être persécutés. La vie de la population des villes et des campagnes, courbée sous le joug des barons et du clergé, sans cesse appauvrie, rançonnée et massacrée, n'était pas plus enviable. En partie, les Juifs ne faisaient guère que partager les malheurs de la population toute entière.

Les persécutions des Juifs s'accroissent à l'époque féodale. Le 10^e concile de Latran (1215) a renouvelé les prohibitions contenues dans les Codes de Théodose et Justinien. Les nouveaux ordres religieux créés par Innocent III, les Dominicains et les Franciscains, furent chargés de veiller à la stricte observation de ces défenses. L'inquisition, après les Croisades, commençait à célébrer ses victoires.

Pour achever l'isolement des Juifs, on a créé le ghetto et la rouelle. Le ghetto était le nom qu'on donnait en Italie aux quartiers qu'on assignait aux Juifs dans les villes pour y habiter ; on l'appelait *carrière* en Provence et dans le Comtat Venaissin, *Judenviertel* en Allemagne.

A Paris, le premier emplacement était dans l'île, une rue nommée rue de la Juiverie. Lorsque Philippe I^{er}, qui avait chassé les Juifs en 1096, les autorisa à rentrer, il les reléguait hors des portes, dans un lieu nommé Champeaux.

Philippe-Auguste, après les avoir expulsés en 1182, leur avait permis en 1198 de revenir à Paris. Seuls, les pauvres

d'entre eux ont regagné le quartier de Champeaux ; les riches furent autorisés à habiter où bon leur semblerait. Les uns allèrent habiter là où se trouvait au ^{xvii}^e siècle, le Petit Saint-Antoine, les autres dans la rue de la montagne Ste-Geneviève, dans les rues des Lombards ou Quincampoix.

Les deux synagogues qu'ils possédaient à cette époque étaient situées l'une, rue de la Tacherie et l'autre près de la Grève, et leurs deux cimetières se trouvaient : l'un, rue de la Harpe, et l'autre rue Garlande.

Au ^{xiii}^e siècle, leur quartier étant trop exigü, on leur avait permis de le transporter dans la paroisse Saint-Pierre.

Les Juifs de Bordeaux étaient établis d'abord hors de la ville, dans un quartier situé près de l'église Saint-Séverin et qui s'appelait Mont-Judaïe. Plus tard, on leur avait permis de s'établir à l'intérieur de l'enceinte, dans une rue appelée : rue du Petit Judas.

A Montpellier, la première juiverie était située hors de la ville, dans le faubourg de Villeneuve. Ensuite, à cause de la peste, on leur avait permis de se fixer dans la rue de la Savaterie et autour de la Place des Cévenols.

Le quartier juif — le ghetto — était sans vue sur les autres rues. Il était clos de murs, dont les portes étaient fermées la nuit et ouvertes le matin, à des heures fixées par les règlements. Ils étaient gardés par des officiers, payés par les Juifs eux-mêmes.

Le ghetto, d'abord un usage pour que les Juifs se sentent plus en sécurité, devient une institution obligatoire par la

réglementation des papes. Pour qu'ils puissent habiter hors du ghetto, il fallait aux Juifs, des privilèges spéciaux.

La rouelle avait son origine dans la législation des pays musulmans. C'est le concile de Latran de 1215 qui l'avait introduite dans les pays chrétiens. C'était un morceau d'étoffe en forme d'O que les Juifs devaient porter sur leurs habits, en un endroit apparent. La forme et la couleur variaient d'un endroit à l'autre. Le morceau d'étoffe était carré ou rond, rouge, jaune, ou mi-partie bleu et rouge ; on le plaçait sur l'épaule, sur la poitrine ou sur le chapeau. A Avignon, la rouelle était remplacée par un bonnet jaune.

Le prétexte de la rouelle était d'empêcher les mariages mixtes, contractés, disait-on, quelquefois par erreur. Mais le véritable but de la rouelle, était de marquer les Juifs d'un signe d'infamie, qui les exposait aux insultes et à la risée de la population.

L'intolérance croissante de cette époque s'exerçait à l'égard des Juifs, même au point de vue économique. La plupart des branches d'activité leur furent fermées.

Sous la féodalité, la propriété de la terre ne se déplaçait guère. Et pour la cultiver il fallait employer des domestiques, des ouvriers, ce qui était interdit aux Juifs, qui ne devaient pas prendre de chrétiens à leur service. Pour exercer un autre métier manuel, il fallait faire partie d'une corporation, qui ne les acceptait pas dans son sein. Le droit canon ne permettant pas aux Juifs d'exercer une autorité sur les chrétiens, l'exercice d'une profession libérale devenait ainsi impossible pour eux.

Il ne leur restait ouvert que le commerce d'argent : la banque, et comme corollaire, l'usure. Ce commerce était interdit aux chrétiens par les lois canoniques. Et même, quand le besoin d'argent se faisait sentir, les rois n'hésitaient pas à expulser les Juifs et à confisquer leurs fortunes ; ce qui arriva en 1306, sous Philippe le Bel, et en 1394, sous Charles VI.

Après l'expulsion de 1394, et jusqu'à la Révolution, nulle part dans le royaume de France, les Juifs ne furent autorisés légalement à résider, exception faite pour le Comtat Venaissin qui fut réuni à la France en 1792, et pour un certain nombre de provinces nouvellement annexées, comme la Lorraine et l'Alsace. Naturellement les Juifs dits « portugais » formaient une catégorie à part, ayant ses privilèges.

CHAPITRE IV

LES JUIFS A LA VEILLE DE LA RÉVOLUTION

Depuis l'ordonnance d'expulsion de Charles VI — 17 septembre 1394 — et jusqu'à la Révolution française, il n'y avait plus légalement de Juifs en France, sauf dans les parties du royaume nouvellement annexées. Parfois, la loi qui interdisait aux Juifs le séjour du royaume, avait été étendue aux acquisitions récentes : Provence, Flandre et Franche-Comté. Ailleurs, comme à Marseille, en Lorraine et en Alsace, on avait au contraire, respecté l'existence et l'organisation des anciennes communautés juives. Il y avait aussi des Juifs à Avignon, à Carpentras et dans tout le Comtat Venaissin ; mais ces territoires appartenaient au Saint-Siège et ne furent incorporés à la France qu'au moment de la Révolution.

Les Juifs, cependant, poussés par la nécessité pénétrèrent de nouveau en France. Dès le règne de Louis XI quelques-uns obtinrent même la permission de séjourner à Paris, à condition de se munir d'une autorisation de police, renouvelable tous les trois mois. D'autres ont même été appelés en France. François I^{er} avait fait venir de Constantinople un médecin juif ; (on sait que Charles-Quint lui ayant envoyé un des siens, il ne voulut point le voir parce qu'il n'était pas juif). Le docteur de Marie de Médicis, Elie de Montalte, fut également « grand hébrieu

et vray juif ». Bientôt les Juifs furent si nombreux dans la capitale que, surpris en 1615 célébrant la pâque, il fut enjoint à ceux-ci « déguisés ou autrement de vider le royaume dans un mois sous peine de vie », le roi Louis XIII ayant « en horreur toutes les nations ennemies de ce nom et surtout celle des Juifs » (Lettres patentes du 23 avril 1615).

Les Juifs commencèrent à réapparaître à Paris, en violant la loi, dans les premières années de la Régence, mais ils étaient traqués par la police et surveillés jalousement par les corporations. Les nobles et les grands bourgeois les protégeaient volontiers, parce qu'ils avaient pu apprécier leurs services d'intermédiaires dans leurs relations internationales et dans leurs opérations financières. A leur contact un certain nombre d'entre eux avaient même pris goût à la vie raffinée, délicate, quelque peu dépravée qui était alors à la mode. « Ils s'habillent avec la dernière élégance, disputent aux grands seigneurs les danseuses de l'Opéra, se forgent des titres de noblesse et se « mettent à porter l'épée, malgré les défenses de la police contre « laquelle ils ne se font pas scrupule de dégaîner ». Au moment de la Révolution, leur nombre atteignait à Paris celui de cinq cents, résidant tous de façon illégale.

Au point de vue de leur statut légal, les Juifs de France à la veille de la Révolution, pouvaient se répartir en deux groupes bien distincts : ceux du Midi, originaires d'Espagne et du Portugal, appelés « portugais » et ceux du Nord et de l'Est dits « juifs allemands ». Leur nombre pour toute la France atteignait trente cinq mille environ.

Les Juifs portugais avaient fondé des communautés très florissantes à Bordeaux et à Bayonne, d'où ils avaient détaché des colonies à Paris et jusque dans les Antilles françaises, malgré les sévères prohibitions du Code Noir de Louis XIV. Ces Juifs « portugais » descendaient de quelques familles marranes espagnoles et portugaises, c'est-à-dire de Juifs qui avaient reçu un simulacre de baptême. Ils furent autorisés à s'établir à Bordeaux sous le nom de « nouveaux chrétiens ». En 1552, ils obtinrent d'Henri II, des lettres patentes datées de St-Germain en-Laye, lesquelles leur accordaient le droit d'acquérir des meubles et des immeubles, de faire le commerce de gros et de détail. Avec le temps, ils se spécialisèrent dans le grand commerce maritime et plusieurs d'entre eux devinrent des armateurs très considérés.

Ces « nouveaux chrétiens » reprirent peu à peu, d'abord en secret, puis ouvertement le culte mosaïque. Ils cessèrent de faire baptiser leurs enfants entre 1690 et 1700. Vers 1711, ils cessèrent de recevoir à l'église leur bénédiction nuptiale. C'est également vers cette époque qu'ils eurent un cimetière particulier.

Au moment de la Révolution, ils figurent comme Juifs dans les actes officiels. Leur nombre à Bordeaux atteignait cinq cents.

Par son édit de novembre 1787, Louis XVI relevait les protestants des incapacités dont ils étaient frappés depuis la révocation de l'édit de Nantes. A cette même époque, le gouvernement faisait officieusement savoir aux Juifs de Bordeaux

qu'il avait l'intention de leur reconnaître expressément la liberté religieuse et la liberté civile. Le conseiller d'Etat, Dupré de St-Maur, avait été chargé de demander à leurs syndics quelques éclaircissements sur certaines dispositions de la loi mosaïque et sur certaines tendances du caractère juif. Les questions les plus importantes concernaient le divorce, les actes de l'état civil, et l'aversion des Juifs pour l'agriculture.

Le 8 avril 1788, Moyse Gradis répondit au nom de ses coreligionnaires aux questions qui leur étaient adressées et trois députés : Lopez-Dubec, Furtado et Fonseca partirent à Paris, afin de fournir au ministre les éclaircissements dont il pourrait avoir besoin. A l'issue de l'audience, M. de Malesherbes leur remit une série de questions et leur demanda un mémoire détaillé sur leurs desiderata. Le 15 juin, ils firent présenter au ministère un volumineux travail, dans lequel ils avaient résumé la situation des Juifs dans tous les Etats de l'Europe, et l'histoire de leur établissement en France, dont la conclusion contenait l'énumération des droits dont ils sollicitaient la reconnaissance.

En même temps que ce mémoire fut remis à M. de Malesherbes par Lopez-Dubec et Furtado, Gradis écrivait à M. Dupré de St-Maur, pour le prier d'engager le ministre à ne pas comprendre les juifs portugais dans la nouvelle loi qu'il préparait pour ceux d'Alsace et de Lorraine.

Mais M. de Malesherbes n'eut pas le temps de s'occuper du mémoire des Juifs portugais, car le roi avait fait publier le décret convoquant les Etats Généraux.

Ce décret prévoyait qu'ils devaient y prendre part, ainsi qu'à la rédaction des cahiers. Un Juif portugais, Gradis faillit même être élu député aux Etats Généraux ; il ne lui manqua que trois voix.

En somme, à la veille de la Révolution, la situation des Juifs portugais était assez douce. Ils jouissaient d'une grande tolérance et tendaient à s'assimiler à la population autochtone.

Le Comtat Venaissin appartenait jusqu'en 1792 au Saint-Siège. Toutes les fois que les Juifs étaient expulsés ou massacrés ailleurs, ils s'y réfugiaient. Leur condition légale fut très favorable, pendant la résidence des papes à Avignon. Ces derniers se servaient parfois d'eux pour faire rentrer les taxes. On a relevé même plusieurs emprunts contractés par le Saint-Siège auprès de financiers juifs. Mais leur condition avait graduellement empiré depuis le xve siècle, sous la double influence de l'accroissement de la population israélite et des progrès économiques de la population chrétienne. On leur avait interdit de posséder des biens-fonds et ils furent soumis à des impositions spéciales très lourdes. Ils furent astreints à porter la rouelle et l'habitation dans le ghetto était devenue obligatoire. Pourtant les communautés juives jouissaient d'une certaine autonomie intérieure et à celle d'Avignon on avait même reconnu la personnalité civile. Au moment de l'annexion du Comtat Venaissin à la France, en 1792, il y avait environ 2.000 juifs à Carpentras et environ un millier à Avignon et Cavaillon.

L'Alsace, berceau du judaïsme français contemporain, fut, jusqu'à la chute de l'ancien régime, « le boulevard de l'an-

tijudaïsme ». Strasbourg, notamment, d'où les Juifs avaient été chassés en 1349 — plusieurs centaines d'entre eux furent même brûlés — à la suite d'une affaire d'empoisonnement de puits, maintenait et appliquait dans toute sa rigueur la réglementation de cette époque. Tout Juif qui était admis à pénétrer à Strasbourg pour les besoins de son commerce, était accompagné dans toutes ses démarches par un geôlier ou valet de ville et tenu d'en sortir avant que la cloche annonçant la fermeture des portes eût cessé de sonner.

Un homme énergique, Cérfberr, résolut de montrer aux yeux de tous l'anachronisme et l'absurdité d'un tel état de choses. Lui-même originaire de Medelsheim dans le Palatinat, était devenu un personnage considérable. Estimé par ses coreligionnaires en même temps que par ses compatriotes chrétiens, il était très bien vu à la Cour. Louis XVI l'avait nommé directeur général des fourrages militaires. Plusieurs gens de la haute noblesse, dont le comte de Ségur et le comte de Brienne, le protégeaient. Cérfberr acheta en sous-main une propriété à Strasbourg et dissimula pendant quatorze ans, le fait de cette acquisition. Lorsque son prête-nom mourut, il fit valoir ses titres. Naturellement, les magistrats de Strasbourg opposèrent l'incapacité résultant de sa qualité de Juif. Cérfberr exhiba alors des lettres de naturalité signées par le roi, lui conférant le droit de se fixer et d'acquérir des biens-fonds dans toute l'étendue du royaume. Mais Strasbourg se retrancha derrière les privilèges qui lui avaient été confirmés par Louis XIV, lors de l'incorporation de cette ville à la France. L'affaire fit un bruit

énorme en Alsace et à la Cour et embarrassa fort le conseil d'Etat, désireux de l'arranger par voie administrative ; mais on se heurta à l'obstination des magistrats de Strasbourg. Lorsque la Révolution éclata, le procès traînait encore.

A la même époque éclata, toujours en Alsace, le scandale des fausses quittances, qui fit tellement de bruit.

Il semble qu'un certain bailly de Landser, nommé Hell, ayant appris à écrire le patois alsacien en lettres hébraïques, comme c'était alors la coutume des Juifs, profita du mécontentement général contre eux, pour fabriquer de fausses quittances. A l'instigation de ce bailli, une véritable conspiration s'ourdit contre les créanciers juifs. « Des personnages connus, « autorisés, parcoururent l'Alsace, chargés de cordons d'ordre, de « croix et d'objets de piété, s'annonçant comme envoyés auprès « des paysans pour protéger la fabrication des fausses quittances « et opérer l'expulsion totale des Juifs ».

L'Alsace se trouva bientôt inondée de fausses quittances. Hell fut arrêté, incarcéré à la citadelle de Strasbourg et, peu après, exilé à Valence. Mais le nombre des débiteurs qui avaient produit ces fausses quittances était si considérable, qu'on ne pouvait pas penser à les poursuivre tous ; on leur donna un délai pour retirer leurs quittances. En même temps, on pensait prendre des mesures pour éviter le retour de pareils scandales. Une commission d'enquête fut envoyée en Alsace. Comme suite, les « Lettres patentes du roi portant règlement concernant les Juifs d'Alsace » furent promulguées, le 10 juillet 1784.

La commission d'enquête trouva que la situation faite

alors aux Juifs d'Alsace était telle qu'« en général, tous les moyens honnêtes de subsister leur sont interdits ». Ils étaient exclus de toute charge et de tout emploi public, n'étaient pas admis dans les corporations ; ils n'avaient pas non plus le droit d'acquérir ou simplement de louer des biens-fonds. Les Juifs d'Alsace étaient fatalement voués au commerce de l'argent. D'autre part, accablés d'impôts et de redevances de toutes espèces et exploités à la fois par les intendants, qui prélevaient le droit de protection, « et par les seigneurs féodaux qui prélevaient le droit d'habitation », ils n'étaient jamais sûrs de ne pas être chassés du jour au lendemain.

Le rapport de la commission d'enquête aboutissait à des conclusions très radicales. Il fallait ouvrir aux Juifs l'accès des professions manuelles et des carrières libérales, il fallait surtout leur permettre d'acquérir des biens-fonds.

Louis XVI n'osa pas aller jusque là. Les lettres patentes du 10 juillet 1784, leur permirent simplement de louer des terres et de prendre des fermes à bail, à la condition qu'ils les exploiteraient eux-mêmes, eux qui n'avaient aucune connaissance ni pratique agricoles. Ils recevaient le droit d'acquérir des biens-fonds « même sous la condition de les revendre dans l'année », ainsi que les maisons nécessaires à leur habitation personnelle avec les jardins qui y seraient contigus et de se livrer à quelques professions manuelles et « établir des manufactures et fabriques d'étoffes ou autres ouvrages, ainsi que des forges, verreries et faïenceries ». Ces lettres patentes réglaient leur résidence et leur réception sur les terres des

seigneurs, soumises jusqu'ici à l'arbitraire de ceux-ci. Elles entouraient leur commerce de certaines précautions et confirmaient dans leurs grandes lignes leurs privilèges d'organisation intérieure, c'est-à-dire l'autonomie de leurs communautés. Mais elles laissaient subsister une défense non moins avilissante et très inhumaine : celle de contracter mariage sans permission expresse du roi et sous peine d'expulsion. Le roi, est-il dit, fait « très expresses inhibitions et défenses à tous juifs et juives « actuellement résidant en Alsace, de contracter à l'avenir aucun « mariage sans Sa permission expresse, même hors des Etats « de Sa domination, sous peine, contre les contractants, d'être « incontinent expulsés de la province ».

Quelques mois auparavant, par Edit de janvier 1784, Louis XVI avait aboli le péage personnel, imposition qui, disait l'édit, « en assimilant les Juifs aux animaux, semble avilir l'humanité ».

Ces demi-mesures ne contentèrent personne et il fallait attendre l'expression de l'évolution de l'opinion publique demandant le changement de la condition des Juifs, expression qui commençait à se manifester sous l'influence des idées du XVIII^e siècle.

Dès 1785, l'Académie de Metz, sur la proposition de Roederer, son membre actif et conseiller au Parlement de cette ville, ouvrait un concours sur la question suivante : est-il des moyens pour rendre les Juifs plus utiles et plus heureux en France ?

Le prix fut partagé entre trois mémoires : celui de l'Abbé Grégoire, alors simple curé d'Emberménil, près de Lunéville, celui

de Thiery, avocat au parlement de Nancy, et celui d'un Juif polonais résidant à Paris, Zalkind Hourwitz, interprète des langues orientales à la Bibliothèque du Roi.

Les trois mémoires concluaient à l'abolition de toutes les lois d'exception concernant les Juifs.

En 1789 apparut à Londres un opuscule intitulé « Sur Moses Mendelssohn et sur la Réforme politique des Juifs » signé par le comte de Mirabeau. Cet opuscule montrait que la cause des Juifs avait enfin trouvé en France, un défenseur digne d'elle.

Sous l'influence de ces opinions les Juifs d'Alsace eux-mêmes élevèrent une protestation fière et courageuse contre les lettres patentes du 10 juillet 1784. Le public commençait à s'émouvoir de la situation spéciale faite aux Juifs.

Malesherbes fut chargé de procéder à une enquête. Il convoqua Target, Lacretelle aîné, Roëderer et parmi les Juifs : Gradiis, Furtado et Lopez-Dubec de Bordeaux, Fonseca de Bayonne, Cerfbeer, Berr-Isaac Berr de Nancy, Jacob-Lazard et Jacob Trenelle de Paris. Le problème était très difficile à résoudre. Il se compliquait encore du fait que les Juifs du Midi et ceux d'Alsace n'étaient pas eux-mêmes d'accord entre eux. Ces discussions n'aboutirent à aucun résultat. L'œuvre fut remise en question, les événements s'étant précipités et la convocation des Etats généraux ayant été ordonnée.

A cette époque, c'est-à-dire en 1789, le nombre des Juifs en Alsace était d'environ vingt mille.

L'émancipation des Juifs en France devait être l'œuvre de la Grande Révolution.

CHAPITRE V

L'ASSEMBLÉE CONSTITUANTE ET LES JUIFS

Dans son esprit d'égalité, la Révolution française n'a oublié aucune catégorie de personnes. Elle a réalisé son œuvre d'émancipation en s'attaquant aux inégalités résultant et des coutumes et des lois et règlements écrits.

Dès la Déclaration des Droits de l'Homme, la question juive se trouvait posée. Partout alors, les Juifs étaient considérés comme des êtres réprouvés et inférieurs. Comment ne pas penser à ce moment, qui marque l'aube des temps nouveaux, à les délivrer des entraves séculaires qui les enchaînaient ? Comment les Juifs eux-mêmes seraient-ils restés sourds à la proclamation des principes nouveaux, pouvaient-ils fermer leurs cœurs à l'espoir qui envahissait, à ce moment, tous les gens bien intentionnés ?

Aussi, dès le mois d'août 1789, ils saisissent l'Assemblée Nationale d'une série d'adresses et de requêtes.

Le 31 août, les députés des Juifs des Trois-Évêchés d'Alsace et de Lorraine demandent l'assimilation complète de leurs coreligionnaires aux citoyens français. Qu'on leur permette de résider librement dans toute la France, sans aucune restriction ; qu'on abolisse toutes les taxes arbitraires auxquelles ils sont

soumis. Ils demandent, en outre, de pouvoir conserver leurs lois religieuses, leurs synagogues, leurs rabbins et leurs syndics, leurs communautés particulières, et le libre exercice de leur culte.

En somme, ils veulent cumuler les droits des citoyens français avec les privilèges des Juifs.

Les Juifs de Paris, quoique d'origines très diverses : allemande, portugaise, avignonnaise, présentent de leur côté à l'Assemblée, le 26 août, une seule requête. Ils demandent l'assimilation légale complète avec les citoyens français.

Quant aux Juifs du Midi, ils redoutent qu'une loi uniforme pour tous les Juifs de France, inspirée par la situation économique de ceux de l'Est, ne leur fasse perdre leurs privilèges séculaires. Dans le mémoire qu'ils ont envoyé dès le mois d'août à l'Abbé Grégoire, ils s'expriment ainsi en ce qui concerne un règlement général, qu'«ils le regarderaient avec raison, ainsi que tous leurs concitoyens, comme une injustice aussi gratuite qu'elle serait cruelle».

L'Assemblée Nationale dut s'occuper de la question juive dès le 1^{er} septembre 1789. L'abbé Grégoire obtint qu'on accordât une séance du soir pour en discuter. Le 14 octobre, les députés des Juifs de l'Est sont admis à la barre de l'Assemblée et celle-ci décide que cette question sera traitée dans cette même session. Les débats demandés et annoncés s'engagent à peine, au mois de décembre ; à propos de la proposition de Brunet de la Touque qui demande de décréter que les non catholiques pourront occuper les mêmes emplois publics que les catholiques.

Cette proposition est appuyée par le Comte de Clermont-Tonnerre, Robespierre et du Port. D'ailleurs, elle découle des principes déjà inscrits dans la Déclaration des Droits de l'Homme. Ses nobles défenseurs la soutiennent contre les préjugés et les accusations séculaires portées contre les Juifs. Ils emploient les arguments de Grégoire et de Mirabeau, inspirés eux-mêmes par l'ouvrage de Dohm « la Réforme de la situation politique des Juifs ».

Il faut leur accorder, avant tout, disent leurs défenseurs, la liberté complète de conscience et de culte ; car tout ce qui est du domaine de la conscience doit être inviolable. Ils réfutent les arguments des adversaires car « les vices des Juifs naissent de l'abaissement dans lequel on les a tenus et devant disparaître avec une législation nouvelle ».

L'opposition à l'admission des Juifs au droit de cité a pour chefs l'Abbé Maury, La Fare, évêque de Nancy, Reubel et de Broglie. Elle emploie les arguments répétés depuis des siècles. Pour eux, les Juifs sont des étrangers car ils forment une nation avec ses lois particulières, ils sont des usuriers. Ils répugnent aux métiers et au travail de la terre. Leur religion leur défendant de combattre le jour du Sabbat, ils ne peuvent pas accepter de devenir soldats.

L'ajournement de la discussion de la question juive est demandé par l'opposition ; Clermont-Tonnerre, par esprit de conciliation, se rallie à cette demande. L'ajournement est voté à une majorité de 4 voix.

L'Assemblée décrète, le 24 décembre 1789, l'admission des

non-catholiques aux fonctions publiques « sans entendre rien préjuger relativement aux Juifs, sur l'état desquels elle se réserve de prononcer ».

La discussion de la question juive devant l'Assemblée avait son écho dans la presse. Le Courrier de Gorsas, la Gazette de Paris, le Courrier de Provence, défendaient les Juifs avec les arguments empruntés à Grégoire et à Mirabeau. Ils démontraient la facilité de concilier la pratique de la religion juive et l'amour et le service d'une patrie.

Le décret d'ajournement du 24 décembre, inquiétait les Juifs du Midi. Ils avaient la conviction que le décret leur enlevait les droits qu'ils tenaient précédemment des lettres patentes.

L'Assemblée discuta, le 28 janvier 1790, la question de possession d'état. A ce moment, Talleyrand, au nom du comité de constitution, démontra la situation particulière des Juifs du Midi. Il fit remarquer qu'on ne pouvait pas leur enlever la possession d'état dont ils jouissaient depuis longtemps. En même temps, il demandait qu'ils soient citoyens actifs. La droite protesta, craignant que cette concession n'en amenât d'autres, plus larges. Les défenseurs des Juifs répliquaient que cette concession n'était que la consécration des anciens droits déjà acquis. L'amendement qui accorde aux Juifs de Bordeaux, de Bayonne et d'Avignon le droit des citoyens actifs est voté après une séance pleine de bruit et de tumulte. Le décret décide que « tous les Juifs connus en France sous le nom de Juifs portugais, « espagnols et avignonnais, continueront d'y jouir des droits

« dont ils ont joui jusqu'à présent et qui leur avaient été accordés
« par des lettres patentes ; qu'en conséquence, ils jouiront des
« droits de citoyen actif lorsqu'ils réuniront, d'ailleurs, les
« conditions requises par les décrets de l'Assemblée Nationale ». Ce décret a été accepté facilement par l'opinion publique. Les espérances des Juifs du Nord et de l'Est étant éveillées par le décret, ils entreprennent eux aussi une nouvelle campagne.

Afin de préparer l'opinion, dès 1790, les Juifs de Paris décidèrent de formuler leurs vœux devant la municipalité. Le 28 janvier, Godard présente une députation des Juifs de Paris à l'Assemblée générale de la Commune. Il demande pour eux un « certificat moral », et qu'on « les traite enfin comme frères, avant de les traiter en citoyens ». Le Président, l'abbé Mulot, montre que leur admission comme citoyens sera profitable à la Nation. Comme témoignage de fraternité, il les invite à assister à la séance de l'Assemblée de la Commune.

Cette dernière demande l'opinion des districts de Paris, en ce qui concerne l'assimilation de tous les Juifs de France à ceux du Midi. Sur les 60 districts, 49 examinent la question. Tous sont favorables, sauf celui des fripiers de la Halle, qui craignent la concurrence commerciale des Juifs. La Commune de Paris envoie, le 24 février 1790, Godard à l'Assemblée Nationale. Il donne à celle-ci communication d'une adresse, tendant à accorder à tous les mêmes droits civiques.

A leur tour, les Juifs de l'Est commencent aussi à s'agiter. Dans une pétition adressée le 28 janvier 1790 à l'Assemblée Nationale, ils montrent combien le décret d'ajournement du

24 décembre 1789 les inquiète. Ils réfutent les arguments qu'on invoque habituellement contre eux, en montrant que tous les vices qu'on leur reproche proviennent de la condition sociale dans laquelle on les a, en quelque sorte, enfermés. La France elle-même est intéressée, disent-ils, à ce qu'ils obtiennent tous les droits civils.

La droite mène une campagne énergique contre les Juifs ; en même temps que contre leurs défenseurs : l'abbé Grégoire, Mirabeau, Talleyrand, Lafayette. Les journaux de la droite, parmi lesquels l'Observatoire de Feydel, l'Orateur du peuple, se mêlent activement à la polémique.

Les Juifs du Nord et de l'Est de la France devaient encore lutter près de deux ans, pour obtenir les droits civiques. La discussion de leur situation est encore ajournée le 23 mars et le 15 avril 1790, par l'Assemblée Nationale. Entre temps, ils obtiennent des réformes partielles. L'Assemblée décrète que « tous les droits de protection et de tolérance, toutes les redevances de même nature, sous quelque dénomination que ce soit, que la population israélite payait jusqu'alors, seront abolis, sans indemnité ».

Le 18 janvier 1791, Martineau demande à l'Assemblée qu'on étende à tous les Juifs les droits civiques.

Les Juifs de Paris sollicitent du corps municipal, qui reçoit avec bienveillance leur requête, de faire partie des assemblées primaires. La municipalité de Paris « arrête qu'il sera écrit de nouveau à l'Assemblée pour mettre sous ses yeux et la requête des Juifs, et le vœu de la Municipalité ».

Enfin, le 27 septembre 1791, sur la proposition de du Port, l'Assemblée Nationale accorda à tous les Juifs de France le droit de cité. « L'Assemblée Nationale, considérant que les « conditions nécessaires pour être citoyen français et pour « devenir citoyen actif sont fixées par la Constitution, et que « tout homme qui, réunissant les dites conditions, prête le serment civique et s'engage à remplir tous les devoirs que la « Constitution impose, a droit à tous les avantages qu'elle assure, « révoque tous ajournements, réserves et exceptions insérés « dans les précédents décrets relativement aux individus juifs « qui prêteront le serment civique qui sera regardé comme « une renonciation à tous privilèges et exceptions introduits « précédemment en leur faveur ».

La discussion n'avait été ni longue, ni tumultueuse, ce qui montre la transformation subie par l'opinion publique.

Ainsi les Juifs ne seront plus soumis à des lois particulières ; ils sont confondus dans le droit « commun de tous les Français ». En émancipant les Juifs et en leur accordant l'égalité avec tous les autres habitants du territoire français, l'Assemblée Constituante a montré encore une fois son amour de l'égalité, de l'équité et sa grande générosité.

L'Assemblée Nationale venait d'accomplir, dans la séance du 27 septembre 1791, un grand acte de réparation et de justice sociale. Le lendemain, pour donner satisfaction aux représentants de l'Alsace, qui avaient combattu toute mesure favorable aux Juifs, l'Assemblée rendit un décret humiliant et vexatoire contre ceux de cette province. D'après ce décret,

« dans le mois, les Juifs de la ci-devant province d'Alsace, « donneront aux directoires des districts du domicile des débiteurs, l'état détaillé de leurs créances, tant en principal, « qu'intérêts, sur les particuliers non juifs dénommés dans les « anciens règlements de la ci-devant classe du peuple de la même province ». Les directoires des districts eux-mêmes, devaient s'informer sur les moyens des débiteurs. Ces renseignements transmis aux directoires des départements du Haut et du Bas-Rhin, devaient être transmis avec les observations de ces derniers au Corps Législatif, qui devait statuer sur le mode de liquidation des dettes envers les Juifs d'Alsace. La question juive d'Alsace n'était donc pas solutionnée, même après leur émancipation.

En conférant aux Juifs le droit de devenir citoyens français, l'Assemblée Nationale détruisit le régime d'exception sous lequel ils vivaient. Ils eurent, dès lors, le droit d'acquérir et de s'établir partout en France. En devenant français ils jouirent des bienfaits de toutes les lois applicables aux autres citoyens. La communauté juive qui avait ses usages, ses lois particulières, sa police et sa juridiction spéciale fut détruite ; mais, quoique dissoute, ses engagements vis-à-vis des tiers, subsistèrent, et la liquidation de ses dettes fut une opération singulièrement longue et compliquée, nécessitant la promulgation de plusieurs lois.

L'émancipation légale des Juifs français leur fut accordée par l'Assemblée Nationale, mais leur émancipation sociale ne pouvait être que leur propre œuvre. Berr-Isaac Berr, fier du succès de ses efforts persévérants, adressa à ses coreligionnaires

une lettre pleine d'élévation, leur recommandant de se montrer dignes de leur situation nouvelle par leur patriotisme sincère, leur étude de la langue française et la création d'écoles destinées à propager parmi eux les connaissances utiles.

Cet appel ne resta pas sans écho. Les Juifs de France ne marchandèrent ni leur sang, ni leur argent pour défendre contre l'Europe coalisée le territoire de leur nouvelle patrie. La communauté de Bordeaux à elle seule versa cent mille francs à titre de contribution patriotique.

Toutefois, il y eut à vaincre beaucoup de difficultés financières et administratives au cours de la période de transition qui marqua l'émancipation juive. Les Juifs eurent aussi beaucoup à souffrir des orages de la période aiguë de la Révolution. A Bordeaux, pendant la Terreur, les riches banquiers israélites, compromis dans la cause des Girondins, n'échappèrent à la mort qu'en payant d'énormes amendes. Pendant le culte de la déesse Raison, les synagogues furent pillées, les rabbins pourchassés, la célébration du sabbat et de la pâque interdite. Cela se passait à l'heure même où les armées victorieuses de la République portaient dans toutes les contrées où elles pénétraient, le principe de l'émancipation politique et religieuse, inscrit sur leurs drapeaux. Mais, en France, la liberté de conscience risquait d'être étouffée par les champions eux-mêmes de ce noble principe.

Au sortir de cette dure période, de nouvelles épreuves attendaient les Juifs d'Alsace, lesquelles risquaient de compromettre non seulement leur émancipation, mais aussi celle du judaïsme français tout entier, comme nous le verrons plus loin.

CHAPITRE VI

BONAPARTE ET LES JUIFS

Les Juifs français concurent les plus grandes espérances à l'avènement de Bonaparte, dont la prodigieuse carrière les ravissait d'admiration et évoquait involontairement le souvenir de Cyrus et d'Alexandre. On trouve un reflet de cet enthousiasme dans mainte tradition, encore aujourd'hui vivante parmi les Juifs d'Alsace, et dans le bel hymne hébreu, chanté dans la synagogue de Paris, à l'occasion du traité d'Amiens. Cet hymne avait pour auteur Elie Halévy.

Pendant sa courte campagne de Palestine, Bonaparte, en politique habile, avait adressé aux Juifs une proclamation flamboyante, où il faisait miroiter à leurs yeux l'espoir d'un relèvement de leur antique patrie. C'étaient, bien entendu, des promesses de circonstance, qui ne retenaient pas longtemps son attention.

Bonaparte, trop absorbé par ses guerres extérieures et par l'organisation intérieure de la France, ne s'était guère préoccupé de la question juive. Mais à son retour de la campagne d'Austerlitz, en traversant Strasbourg, des plaintes lui furent adressées contre eux. En pensant à solutionner la question juive, l'idée lui vint de réorganiser leur culte.

Cette œuvre devait parachever ce qu'il avait déjà réalisé dans ce domaine. Les cultes chrétiens avaient été organisés par le Concordat du 26 Messidor an IX (15 juillet 1801) et par les lois organiques du 18 germinal an X (8 avril 1802). Afin de donner une harmonie à l'organisation des cultes, Bonaparte avait chargé, dès l'année 1801, le conseiller d'Etat Portalis de toutes les affaires concernant les cultes. Il s'exprimait ainsi sur la question des israélites, dans l'exposé des motifs lu à la séance du Corps Législatif du 15 germinal an X (5 avril 1802). En s'occupant de « l'organisation des divers cultes, le Gouvernement n'a point perdu de vue la religion juive ; elle doit participer comme les autres, à la liberté décrétée par nos lois. « Mais les Juifs forment bien moins une religion qu'un peuple ; « ils existent chez toutes les nations sans se confondre avec elles. « Le Gouvernement a cru devoir respecter l'éternité de ce peuple « qui est parvenu jusqu'à nous à travers les révolutions et les « débris des siècles, et qui pour tout ce qui concerne son sacerdoce et son culte, regarde comme un de ses plus grands privilèges de n'avoir que Dieu même pour législateur ».

Quatre années s'écoulèrent depuis les lois organiques du 18 germinal an X, qui organisèrent le culte catholique, sans que le Gouvernement prit une détermination relative au culte israélite. C'est, qu'en effet, la question se posait tout autrement que pour les cultes chrétiens. Avec l'organisation du culte israélite, il fallait solutionner dans son ensemble la question juive. Le régime exceptionnel sous lequel les Juifs avaient toujours vécu, les préjugés qui les avaient repoussés et retranchés

de la société en général, avaient propagé les idées les plus erronées, tant sur leurs principes religieux que sur leurs principes politiques et sociaux. On croyait généralement que les israélites ne reconnaissaient pour leur patrie que l'antique Palestine, leur seul législateur étant Moïse et qu'ils considéraient comme ennemis tous ceux qui ne professaient pas la même religion qu'eux. Dans cet état d'esprit, Bonaparte comprit qu'avant d'organiser légalement le culte juif, il importait d'éclairer l'opinion et de fixer d'une manière péremptoire et définitive leur position sociale, ainsi que leurs droits civils et politiques dans la société française.

CHAPITRE VII

LES JUIFS SOUS L'EMPIRE

La Constituante, par son décret du 27 septembre 1791, avait délivré les Juifs de toutes les incapacités qui les frappaient auparavant. Elle les avait fait participer à tous les droits dont jouissaient les citoyens français. Jusqu'alors les lois avaient interdit aux israélites l'acquisition et la jouissance de la propriété, le travail des exploitations rurales, l'exercice des arts libéraux et l'entrée des corporations des arts et métiers. Leur existence restant ainsi toujours très incertaine, ils avaient été réduits à trouver des ressources dans les trafics que leur imposait le besoin de gains rapides : le colportage et l'usure. Ils s'y adonnaient avec la passion que commande l'intérêt.

Les inévitables, œuvre du temps et des circonstances, ne peuvent se renouveler qu'avec la même lenteur et pour des causes diamétralement opposées à celles qui les ont engendrées. Il était impossible à des gens en pleine maturité de s'adonner, sans une préparation adéquate, à l'agriculture, ou d'apprendre un métier manuel. Les Juifs, ceux d'Alsace surtout, reprirent donc au lendemain de la Révolution, leur ancien commerce d'argent. Les circonstances leur permettaient de réaliser de gros bénéfices. Des biens nationaux, confisqués au clergé et à la noblesse,

étaient mis en vente. Mais les paysans ne possédaient pas l'argent nécessaire pour les acquérir. Ils s'adressèrent donc à ceux qui possédaient : aux capitalistes juifs. Ceux-ci leur avancèrent l'argent sur hypothèque à des taux élevés. En somme, les deux parties trouvèrent leur compte à cette combinaison : les paysans, manquant à l'origine de bien, en acquirent petit à petit. Peu de temps après, ils possédaient, seulement en Alsace, pour soixante millions de biens-fonds. Mais les agriculteurs souffraient beaucoup, à ce moment, du manque de bras. Les terres achetées ne donnaient pas leur plein rendement. Aussi, les paysans n'arrivaient pas à payer les intérêts de leurs dettes. Poursuivis en justice, ils étaient menacés d'expropriation au profit de leurs créanciers. De là des plaintes très acerbes et très nombreuses.

N'oublions pas qu'il n'y avait à cette époque aucune loi pour fixer le taux légal de l'intérêt. Elle ne fut promulguée qu'en 1807.

Naturellement, les ennemis des Juifs cherchaient à exploiter cet état de choses : à leurs yeux, ils étaient coupables de toutes les souffrances du peuple. Ils les taxaient couramment de « sangsues », en demandant qu'ils soient privés à nouveau de tous les droits civils. La ville de Strasbourg prenait la tête de cette campagne.

De Barante rapporte que Napoléon revenant d'Austerlitz, reçut à Strasbourg le préfet et une délégation des bourgeois de cette ville. Ceux-ci lui firent part des prétendus maux causés par la population juive. La délégation lui affirma que la moitié des propriétés d'Alsace étaient frappées d'hypothèques au profit

des Juifs. Si cela continuait, il y avait à craindre le renouvellement des désordres et des scènes de meurtre du moyen-âge.

La sympathie et la bienveillance de Napoléon allèrent aux paysans, qu'on lui montrait victimes de l'usure. Du reste, il avait horreur des trafiquants d'argent, des banquiers, qu'il qualifiait sans distinction de voleurs et d'usuriers.

L'article de M. de Bonald sur la question juive, paru à cette époque dans le *Mercure de France*, a nettement contribué à former l'opinion de Napoléon sur cette question. C'est là qu'il a puisé ce qu'il a déclaré un jour au Conseil d'Etat, que « la Nation juive est constituée, depuis Moïse usurière et oppressive » et que « le mal que font les Juifs ne vient pas des individus, mais de la constitution même de ce peuple ».

Frappé par les plaintes qu'il avait reçues contre les Juifs et ayant « promis d'y mettre bon ordre », l'Empereur rentra à Paris « avec la conviction qu'un tel état de choses ne pouvait pas être toléré ».

Ce qui irritait de plus l'Empereur contre les Juifs, c'était qu'ils cherchaient à échapper de toutes les manières au service militaire. Ils usaient de fausses déclarations à l'état civil ; les parents déclaraient pour filles les garçons qui leur naissaient. Les maires favorisaient ces irrégularités en falsifiant ou en incendiant les registres de l'état civil. Les Juifs éludaient constamment les lois sur la conscription. Cet état de choses était favorisé par leur habitude de n'avoir aucun nom patronymique et d'en changer assez souvent lorsqu'ils en possédaient un.

Pour donner suite à ses promesses, Napoléon, dès son

retour de Strasbourg, saisit de la question juive le ministre de l'Intérieur et celui de la Justice (le Grand Juge). Le premier n'eut qu'à se référer aux délibérations des conseils généraux, transmises par les préfets avec leurs avis personnel. « En Alsace, » écrit le Maréchal Kellermann, la presque totalité des Juifs n'a « d'autre commerce que le colportage et l'usure, qui porte la « désolation dans les campagnes et ruine les cultivateurs ».

« Lorsqu'ils croient ne devoir plus accorder de terme, ils poursuivent la vente des biens ».

« Les usures des Juifs sont si énormes, qu'elles ont donné « lieu à un délit qui ne s'était pas encore présenté dans les Cours « Criminelles de l'Alsace. Ces cours ont eu à juger, depuis quel- « que temps, des causes pour des fausses quittances, qu'on oppose « aux Juifs, dont la mauvaise foi a seule inspiré l'idée ».

Pour mettre fin à cet état de choses, l'extrême droite dont les chefs étaient De Bonald, Chateaubriand et de Fontanes, avait proposé des mesures radicales et vexatoires contre les Juifs. Le Grand Juge avait fait siennes ces suggestions. On annulerait toutes les hypothèques prises par des Juifs ; on déclarerait ceux-ci inhabiles à en prendre au moins pendant dix ans. Les Juifs qui ne posséderont pas une propriété, perdront le droit de cité. Ils seront assujettis au droit de patente. On renouvellera les dispositions des vieilles ordonnances, d'après lesquelles les obligations souscrites par des chrétiens au profit de Juifs, devaient porter que les sommes stipulées dans le contrat, avaient été dénombrées et délivrées en présence du notaire et des témoins.

Ces derniers seraient passibles de poursuites pour faux en cas de fausse déclaration.

Le rapport demandé fut soumis par le Ministre à l'Empereur le 3 mars 1806. Le 6 mars, Napoléon dictait cette note pour le Grande Juge :

« La section de législation examinera :

« 1^o S'il n'est pas convenable de déclarer que toutes les « hypothèques prises par les Juifs faisant l'usure, sont nulles « et de nul effet ;

« 2^o Que d'ici à dix ans, ils seront inhabiles à prendre « hypothèque ;

« 3^o Qu'à dater du 1^{er} janvier 1807, les Juifs qui ne possèdent pas une propriété seront soumis à une patente et ne « jouiront pas des droits de citoyen. Toutes ces dispositions « peuvent être particulièrement appliquées aux Juifs arrivés « depuis dix ans et venus de Pologne en Allemagne ».

Le rapport du ministre auquel était jointe la note de l'Empereur, fut envoyé au Conseil d'Etat pour être soumis d'abord aux sections compétentes, celle de l'intérieur et celle de législation.

Pour servir de base à la discussion qui devait avoir lieu le 30 avril 1806, devant le Conseil d'Etat, en présence de l'Empereur, un nouvel avis motivé fut rédigé et imprimé.

La section de l'intérieur fut chargée de préparer le décret de suspension des créances des Juifs. Elle s'était montrée peu favorable à cette mesure « violente et spoliative ». Surtout son président Regnault de St-Jean d'Angély combattit cette mesure

comme contraire aux principes du droit civil et comme violant la liberté des cultes. Cette liberté n'existait plus, du moment qu'un citoyen, pour le seul fait de professer la religion juive, se voyait privé des avantages que la loi accordait à tous.

Un jeune auditeur du Conseil d'Etat, le comte Molé, fut chargé du travail préparatoire pour la question juive.

La discussion s'ouvrit au Conseil d'Etat dans sa séance du 30 avril 1806, en présence de l'Empereur. Celui-ci accorda la parole au rapporteur, le comte Molé. Son rapport contenait toutes les mesures vexatoires proposées par les ultra-catholiques. En un mot, il fallait enlever aux Juifs les droits civils que la Révolution leur avait accordés et les soumettre à des lois d'exception. La majorité du Conseil d'Etat avait accueilli ce rapport avec froideur, mais l'Empereur ordonna son impression.

La cause juive fut plaidée devant le Conseil d'Etat par Beugnot, esprit très libéral. Il montra dans son discours que les griefs invoqués contre les juifs se réduisaient à deux : ils se multipliaient à l'excès dans les deux départements du Haut et du Bas-Rhin et ils ruinaient les cultivateurs par leurs usures. Mais, aussitôt, il faisait remarquer que les chrétiens rivalisaient d'avidité avec les Juifs et que l'usure exerçait ses ravages même là où il n'y avait point de Juifs. D'après lui, à ce moment, l'usure était une des plaies de l'ordre social « en France ». Entraîné par le pathétique de la défense, Beugnot déclara « qu'enlever aux Juifs leurs droits équivaldrait à une bataille perdue sur le terrain « de la justice ».

Cette phrase vexa beaucoup Napoléon. Il qualifia alors

les Juifs des termes dont se servaient leurs pires ennemis, dénonçant leur avarice et leur activité peu productrice. Il « serait « dangereux de laisser tomber les clefs de la France, Strasbourg « et l'Alsace, entre les mains d'une population d'espions, qui « ne sont point attachés au pays ». « Ce sont de véritables nuées « de corbeaux, ce sont des chenilles, des sauterelles qui ravagent la France ». Il soutint que les Juifs n'étaient pas des citoyens comme les autres, différant d'eux, seulement par le culte ; mais une nation à part, formant un Etat dans l'Etat. C'est l'unique raison pour laquelle ils peuvent être soustraits au droit commun des citoyens et soumis à des lois d'exception. « Il faut considérer les Juifs comme une nation et non comme « secte, c'est une nation dans la nation. Je voudrais leur ôter « au moins pendant un temps déterminé, le droit de prendre « des hypothèques. Ce sont de véritables nuées de corbeaux ; « on en voyait aux combats d'Ulm qui étaient accourus de « Strasbourg pour acheter des maraudeurs ce qu'ils avaient « pillé. Les Juifs ne sont pas dans la même catégorie que les « protestants et les catholiques. Il faut les juger d'après le « droit politique et non d'après le droit civil, puisqu'ils ne sont « pas citoyens. On pourrait aussi leur interdire le commerce, « en se fondant sur ce qu'ils le souillent par l'usure, et annuler « leurs transactions passées comme entachées de fraude ».

L'opinion exprimée par Beugnot fut cependant appuyée par Saint-Jean d'Angély et le comte de Ségur. Ils firent remarquer qu'il serait inique de faire expier aux Juifs de Hollande, de Bordeaux et des villes italiennes, les fautes de leurs coreli-

gionnaires d'Alsace. Ils montrèrent aussi les progrès qu'ils avaient réalisés en si peu de temps, dans les arts, les sciences, l'agriculture et les professions manuelles. Un certain nombre d'entre eux avaient obtenu des pensions ou la Légion d'honneur pour leur courage militaire. Ces sages réflexions calmèrent l'esprit fougueux de Napoléon.

La discussion de la question juive fut renvoyée à une autre séance du Conseil d'Etat, qui eut lieu le 7 mai 1806, encore en présence de l'Empereur. Cette séance fut décisive. Napoléon se montra moins combatif, dans son discours. « La Nation juive, dit-il, est constituée depuis Moïse, usurière, et oppressive ; il n'en est pas ainsi des chrétiens : les usuriers font exception parmi eux et sont mal notés. Il y aurait de la faiblesse à chasser les Juifs ; il y aura de la force à les corriger. Il faut assembler les Etats Généraux des Juifs, c'est-à-dire en mander à Paris cinquante ou soixante, et les entendre. Je veux qu'il y ait une synagogue générale des Juifs à Paris, le 15 juillet. Je fais remarquer de nouveau qu'on ne se plaint point des protestants, ni des catholiques, comme on se plaint des Juifs ; c'est que le mal que font les Juifs ne vient pas des individus, mais de la constitution même de ce peuple, ce sont des chenilles, des sauterelles qui ravagent la France ».

Comme on le voit, Napoléon évolue dans son opinion sur la question juive. Il admet qu'ils sont corrigibles. Il accepte les vues des philosophes qui, depuis Dohm, soutenaient que les Juifs étaient perfectibles. Napoléon veut bien les consulter, les intéresser et les faire participer à leur propre régénération.

Sa politique, en ce qui concerne la question juive, consistait : 1^o à délivrer l'Alsace de l'usure et, 2^o à resserrer davantage les liens de fraternité entre eux et les autres citoyens français, de façon que les Juifs ne puissent plus former comme une nation particulière dans la nation française. L'Empereur crut peu politique de changer de sa propre autorité les mœurs et les habitudes des Juifs. Il avait observé que la religion juive n'est pas pour eux seulement une chose de conscience, mais qu'elle régit la société et qu'elle est pour eux la seule loi civile. Il croyait que les rabbins avaient une influence prépondérante sur leurs coreligionnaires. Donc, il crut plus sage de demander aux rabbins eux-mêmes les remèdes qu'il convenait d'appliquer en vue de concilier la religion juive avec les devoirs de citoyen français. L'Empereur résolut, en conséquence, de convoquer une assemblée de juifs français, rabbins et laïques, les plus en vue. Il leur poserait un questionnaire sur les droits et obligations de leurs coreligionnaires, vis-à-vis des Français, selon la loi hébraïque. Les réponses de cette première assemblée seraient ensuite converties en décisions doctrinales théologiques par une deuxième assemblée, constituée d'après le modèle de l'ancien Grand Sanhédrin. Cette deuxième assemblée comprendrait des députés de toutes les synagogues de l'Europe. Les principes posés par le Grand Sanhédrin devaient acquérir ainsi aux yeux des Juifs de tous les pays, la plus grande autorité. Le Gouvernement de l'Empereur pourrait ainsi en prendre texte pour décréter contre les Juifs toutes les mesures qu'il jugerait utiles au bien de ses sujets.

Il restait maintenant à transformer en texte législatif les résolutions auxquelles l'Empereur s'était arrêté. Comme il était admis qu'un an devait suffire à élaborer la nouvelle législation, l'Empereur accorda pour cette période transitoire un sursis aux cultivateurs débiteurs des créanciers juifs.

Tel fut le plan arrêté par Napoléon et mis en exécution par son décret du 30 mai 1806.

L'Empereur avait chargé d'abord Regnault de St-Jean d'Angély, de préparer le décret. Dans son préambule, ce dernier avait spécifié que c'était à la fois pour permettre aux Juifs de coopérer eux-mêmes à cette œuvre de relèvement, et pour leur donner l'occasion de répondre à leurs accusateurs, que l'Empereur avait résolu de convoquer en une assemblée, leurs notables laïques et religieux. Ce préambule parut trop long à l'Empereur. Il chargea donc Cambacérès d'en rédiger un autre, qui prit place dans le décret en date à Saint-Cloud du 30 mai 1806 qui est ainsi conçu :

« Napoléon, Empereur des Français, roi d'Italie »,

« Sur le compte qui nous a été rendu que dans plusieurs « départements septentrionaux de notre empire, certains Juifs « n'exerçant d'autre profession que celle de l'usure, ont, par « l'accumulation des intérêts les plus immodérés, mis beaucoup « de cultivateurs de ces pays dans un état de grande détresse ;

« Nous avons pensé que nous devons venir au secours de « ceux de nos sujets qu'une avidité injuste aurait réduits à « ces fâcheuses extrémités.

« Ces circonstances nous ont fait en même temps connaître

« combien il était urgent de ranimer, parmi ceux qui professent
« la religion juive dans les pays soumis à notre obéissance,
« les sentiments de morale civile, qui malheureusement ont été
« amortis chez un trop grand nombre d'entre eux par l'état
« d'abaissement dans lequel ils ont longtemps languì, état qu'il
« n'entre point dans nos intentions de maintenir, ni de renouveler.

« Pour l'accomplissement de ce dessein, nous avons résolu
« de réunir en une assemblée les premiers d'entre les Juifs, et de
« leur faire communiquer nos intentions par des commissaires
« que nous nommerons à cet effet, et qui recueilleront en même
« temps leur vœu sur les moyens qu'ils estiment les plus expé-
« dients pour rappeler parmi leurs frères l'exercice des arts
« et des professions utiles, afin de remplacer par une industrie
« honnête les ressources honteuses auxquelles beaucoup d'entre
« eux se livrent de père en fils depuis plusieurs siècles.

« A ces causes

« Sur le rapport de notre grand juge, Ministre de la Justice,
« et de notre Ministre de l'Intérieur ;

« Notre Conseil d'Etat entendu,

« Nous avons décrété et décrétons ce qui suit :

« Art. 1^{er}. — Il est sursis pendant un an, à compter de la
« date du présent décret, à toutes exécutions de jugements
« ou contrats, autrement que par simples actes conservatoires,
« contre des cultivateurs non négociants des départements de
« la Sarre, de la Roer, du Mont Tonnerre, des Haut et Bas-Rhin,
« de Rhin et Moselle, de la Moselle et des Vosges, lorsque les

« titres contre ces cultioateurs auront été consentis par eux en
« faveur de Juifs.

Art. 2. — Il sera formé au 15 juillet prochain, dans notre
« bonne ville de Paris, une assemblée d'individus professant
« la religion juive et habitant le territoire français.

« Art. 3. — Les membres de cette assemblée seront au
« nombre porté au tableau ci-joint, pris dans les départements
« y dénommés et désignés par les préfets parmi les rabbins, les
« propriétaires et les autres juifs les plus distingués par leur
« probité et leurs lumières.

« Art. 4. — Dans les autres départements de notre empire
« non portés au dit tableau, et où il existerait des individus
« professant la religion juive, au nombre de cent et de moins
« de cinq cents, le préfet pourra désigner un député ; pour
« cinq cents et au-dessus, jusqu'à mille, il pourra désigner deux
« députés et ainsi de suite.

« Art. 5. — Les députés désignés seront rendus à Paris
« avant le 10 juillet, et feront connaître leur arrivée et leur
« demeure au Secrétariat de notre ministre de l'Intérieur, qui
« leur fera savoir le lieu, le jour et l'heure où l'assemblée s'ouvrira.

« Art. 6. — Notre ministre de l'Intérieur est chargé de
« l'exécution du présent décret ».

Signé : Napoléon.

Par l'Empereur :

Le Secrétaire d'Etat

Signé : Hugues B. Maret.

Le décret du 30 mai 1806 contient, comme on l'a vu à la
lecture, deux ordres de dispositions bien distincts :

D'abord, et dans certaines circonstances, un sursis d'un an à l'exécution des jugements ou contrats rendus ou conclus en faveur de créanciers juifs.

Et, d'autre part, la convocation d'une assemblée générale destinée à traiter toutes les questions relatives à la capacité civile et à la position sociale des Juifs au sein de la société française.

Le sursis ne fut qu'une mesure autoritaire. Il paraît inique que le pouvoir sévisse contre toute une classe de citoyens en raison des abus commis par certains de ses membres.

Par contre, la convocation de l'assemblée des israélites en elle-même et surtout par les décisions qu'on soumettait à son examen, touchant le peuple juif en entier, constituait, à tous égards, un événement considérable.

L'incident des Juifs d'Alsace avait pour aboutissement l'exécution d'un projet déjà ancien dans l'esprit de l'Empereur. Seules, de multiples préoccupations d'ordre intérieur et extérieur, l'en avaient jusque là détourné. Mais ses idées maîtresses d'ordre, d'organisation et de centralisation, après s'être exercées sur les catholiques et les protestants de France et sur leurs cultes respectifs, ne devaient pas tolérer plus longtemps que les Juifs de l'Empire échappent à son action. Et c'est ainsi qu'à côté du Concordat et des lois organiques des cultes catholique et protestant est venu prendre place le règlement organique du culte mosaïque du 10 décembre 1806, sanctionné par le décret du 17 mars 1808.

Dès cette époque, le retentissement de la mesure que ve-

nait d'édicter l'Empereur fut immense chez les Juifs. Ils étaient les premiers intéressés à ce que la lumière soit faite, à ce que la, vérité, trop longtemps étouffée par l'intolérance, les préjugés et le fanatisme, éclate au grand jour.

Aussi le décret impérial fut-il accueilli avec une vraie joie par les Juifs domiciliés dans l'Empire.

Citons un exemple de la bonne volonté dont il éveilla l'idée chez certains d'entre eux :

Le département de la Meurthe se trouvait excepté du champ d'application du décret de 1806. Pour quelles raisons ? Il est difficile de le discerner.

Cependant, un juif de Nancy, M. Isaac Beer, écrivit à ses coreligionnaires de la Meurthe « pour les exhorter à donner un sursis d'un an » à leurs débiteurs et à « abandonner pour toujours le honteux prêt à usure ». Suggestion qui fut accueillie favorablement.

Le 2 juillet 1806, Champagny, Ministre de l'Intérieur, présenta à Napoléon une lettre officielle des Juifs du département de la Meurthe, qui annonçaient, en effet, la résolution de se conformer volontairement aux mesures édictées par le décret, bien qu'il ne visât pas leur département.

CHAPITRE VIII

L'ASSEMBLÉE DES NOTABLES JUIFS

Les députés désignés par les préfets et choisis parmi les rabbins et les israélites laïques les plus notables de leur département, conformément aux dispositions du décret du 30 mai 1806, se trouvèrent à Paris, à la date fixée, c'est-à-dire le 15 juillet suivant ; vingt-huit départements de l'Empire avaient envoyé quatre-vingt-quinze députés. Plus tard, par l'arrivée des députés des Juifs d'Italie, leur nombre s'accrut jusqu'à cent onze, dont 94 laïques et 17 rabbins.

La première séance eut lieu le samedi 25 juillet 1806, à l'Hôtel de Ville, dans l'ancienne chapelle St-Jean. L'Assemblée ayant procédé à l'élection du président, de deux secrétaires et de trois scrutateurs, se trouva ainsi constituée :

Bureau :

Abraham Furtado, Président.

Isaac Samuel Avigdor, Secrétaire.

Rodrigue, fils, —

Cerf Berr (Berr Théodore) Scrutateur.

Olry Hayem Worms —

Emilio Vitta —

Représentants :

Adige

1. — Girolamo Bazilea.
2. — Israël Coen.

Adriatique

3. — Aaron Latis, propriétaire à Venise.
4. — Abraham Tedesco, négociant à Venise.
5. — Jacob Samuel Cracovia, rabbin à Venise.

Alpes-Maritimes

6. — Isaac Samuel Avigdor, à Nice.

Bouches-du-Rhône

7. — Sabatou Constantini, négociant à Marseille.

Côte d'Or

8. — Blum David, négociant à Dijon.

Croatalo

9. — Jacques Carmi, rabbin à Reggio.

Doire

10. — Joseph Vita de Montmélian.

Doubs

11. — Lipmann (Nathan), propriétaire, négociant en horlogerie.

Gard

12. — Cadet Carcassonne, résidant à Nîmes.

Gironde

13. — Abraham Furtado, propriétaire à Bordeaux.
14. — Isaac Rodrigues, négociant.

Hérault

15. — Moïse Naquet Vidal, marchand de soieries.

Landes

- 16. — Andrado Abraham, rabbin, résidant à Saint-Esprit.
- 17. — Castro fils.
- 18. — Patto, jeune.

Marengo

- 19. — Débénéditte.
- 20. — Donato Afeu Lelio Salomon Vitale.
- 21. — Emilio Vitta.
- 22. — Joseph Benoit Pavia.

Meurthe

- 23. — Berr Isaac Berr, fabricant de tabac à Nancy.
- 24. — Elias Salomon, propriétaire à Sarrebourg.
- 25. — Gumpel Lévy, négociant à Nancy.
- 26. — Jacob Brisac, propriétaire à Lunéville.
- 27. — Lazare Lévy, propriétaire et maire de Donnelay.
- 28. — Léon Cahen, propriétaire à Toul.
- 29. — Moïse Lévy, négociant à Nancy.

Meuse-Inférieure

- 30. — David Joseph.

Mincio

- 31. — Abraham Cologna, rabbin.
- 32. — Benoît Fano, négociant à Mantoue.

Montenotte

- 33. — Israël Emmanuel Ottolenghi.

Mont-Tonnerre

- 34. — Aaron Friedberg, fabricant de futaines à Bingen
- 35. — Benjamin Jacob de Mayence.

36. — Herz Loeb Lorch, propriétaire à Mayence.
37. — Herz Oppenheim, de Deux-Ponts.
38. — Jacob Herz, commerçant et agriculteur à Rotskirchen.
39. — Jacob Lazard, commerçant à Otterberg.
40. — Joseph Bloch, propriétaire à Hombourg.
41. — Moïse Kauffmann, propriétaire à Neit Leingen.

Moselle

42. — Aaron Marx Lévy, marchand à Metz.
43. — Cerf Jacob Goudchaux, correspondant de la Banque de France à Metz.
44. — Jacob Goudchaux Berr, propriétaire à Metz.
45. — Joseph Herz, propriétaire à Sarreguemines.
46. — Schwab le Jeune, marchand à Metz.

Nord

47. — Salomon, négociant à Lille.

Olona

48. — David Sanson Pavia.
49. — Moïse Formiggini.

Panaro

50. — Benjamin Uzigli.
51. — Bonaventura Modena, rabbin.

Pô

52. — David Lévy, adjoint au maire de Quiers.
53. — Jacques Todros, résidant à Turin.
54. — Samuel Jacob Ghidiglia, à Turin.

Pô (Bas)

55. — Bondi Zamorani, rabbin à Ferrare.

56. — Graziadio Neppi, rabbin et médecin à Ferrare.

Pyrénées-Basses

57. — Furtado jeune, armateur.

58. — Marc Foi, aîné, négociant.

Reuss

59. — Felice Lévy.

60. — Lazaro Cohen.

Rhin (Bas)

61. — Abraham Cahen de Saverne.

62. — Abraham Piccard l'aîné de Strasbourg.

63. — Auguste Ratisbonne, marchand de draps à Strasbourg.

64. — Baruch Cerf Berr, propriétaire.

65. — Cerff Salomon, marchand à Strasbourg.

66. — Daniel Lévy, négociant à Strasbourg.

67. — David Zinsheimer, rabbin à Strasbourg.

68. — Hirsch Bloch, cultivateur à Dubolsheim.

69. — Israel Rheus à Strasbourg.

70. — Jacques Meyer, rabbin à Niederhnhheim.

71. — Joseph Dreyfoss, résidant à Hagueneau.

72. — Lazare Wolff, de Neuviller, marchand.

73. — Rueff Picard de Strasbourg.

74. — Samuel Wittersheim, négociant à Hagueneau.

Rhin (Haut)

75. — Abraham Jacob de Colmar.

76. — Baruch Lang, propriétaire à Sierentz.

77. — Calman, rabbin à Bieshem.

78. — David, rabbin à Hegenheim.

79. — Heymann Picquart, propriétaire et tanneur à Belfort.

80. — Hirtz Salomon, propriétaire marchand de chevaux à Colmar.

81. — Jacob Brunschwig, rabbin.

82. — Lipmann Cerf Berr, propriétaire, résidant à Paris

83. — Mayer Samuel, de Strasbourg.

84. — Mayer Manheimer à Uffholtz.

85. — Salomon, rabbin à Colmar.

86. — Wolff Baruch, fabricant à Turkheim.

Rhin et Moselle

87. — Emmanuel Dentz, rabbin à Coblenz.

88. — Lyon Marx, propriétaire à Bonn.

89. — Mayer Marx, conseiller municipal à Bonn.

90. — Wolff Bermann, marchand à Mayen.

Roer

91. — Salomon Opeheim, banquier à Cologne.

Sarre

92. — Mayer Nathan Berncastel, négociant à Trèves.

93. — Jérémie Hirsch de Sarrebruck, propriétaire.

Seine

94. — Beer Michel, résidant à Paris.

95. — Cerf Beer (Théodore), propriétaire à Paris, également nommé à Paris.

96. — Crémieux (Saül).

97. — Jacob Lazare, résidant à Paris.

98. — Olry Hayem Worms.

99. — Rodrigue, banquier.

100. — Rodriguè fils, professeur de tenue de livres.
101. — Schmoll (Aaron), résidant à Paris.
102. — Simon Mayer, ex-militaire, inspecteur du Gouvernement
dans l'administration militaire,
103. — Wittersheim (C. L.), propriétaire.
Sésia
104. — Segré, rabbin, propriétaire, conseiller municipal de Ver-
ceil, résidant à Verceil.
Stura
105. — L'Albes Élie-Aaron, rabbin de Lavigliano.
106. — L'Atlas Salomon fils, propriétaire à Coni.
Vaucluse
107. — Joseph Montaux, marchand de soieries à Avignon.
108. — Moïse Millaud.
Vosges
109. — Isaac Louis May.
110. — Michel Lazare, propriétaire, résidant à Charnedu.
111. — Moïse May, propriétaire, résidant à Neuf-Château.

Comme il était à prévoir, les préfets avaient choisi les Israélites les plus marquants et aussi ceux qu'ils supposaient les plus dociles et prédisposés à subir les influences de l'autorité. C'était principalement parmi les députés de la Gironde qu'on espérait trouver les plus instruits et ceux sur lesquels on pouvait exercer les moyens d'influence avec le plus de succès. Ces Juifs, connus généralement sous la dénomination de « juifs portugais » étaient les descendants de la nombreuse et riche colonie juive, établie des siècles auparavant dans cette région.

Une des personnalités les plus en vue était M. Furtado, négociant fort estimé de la Gironde. Il fut d'ailleurs élu président de l'Assemblée, quoique les juifs portugais fussent suspects, à cause de leur peu de piété, à tous leurs coreligionnaires, qui les considéraient même comme des apostats. En tant que Juif portugais, le président Furtado fut encore plus suspect qu'un autre. On croyait qu'il ne tenait à sa religion que par ce sentiment de respect humain qui ne permet d'abandonner celle où l'on est né, que dans le cas où l'on serait entraîné par une profonde conviction. Or, telle n'était pas la disposition d'esprit de M. Furtado. Ses opinions étaient basées sur une indifférence philosophique. Les rabbins députés d'Alsace et ceux de l'ancien Comtat d'Avignon, auxquels appartenaient les députés les plus savants, disaient de leur président qu'il n'avait appris la Bible que dans Voltaire. Son influence fut nulle sur une réunion d'hommes animés de la plus profonde conviction religieuse. On avait généralement supposé que les Juifs étaient uniquement occupés de leurs intérêts matériels, qu'ils ne tenaient à leur religion que par habitude et surtout en raison des commodités qu'elle accordait à leur conscience, pour vivre aux dépens de tous les pays qui les recevaient ou les toléraient. Les débats de l'Assemblée des Notables et du Grand Sanhédrin, démontrèrent qu'on était en présence d'hommes très supérieurs à la tourbe avec laquelle l'opinion générale les confondait. Très soigneusement instruits de leur religion et de ses principes, ils étaient fortifiés dans l'attachement qu'ils lui portaient, par le blâme et la haine qu'elle attirait sur eux. Aucune connaissance humaine

n'était étrangère aux députés, qui étaient tous très cultivés. Ils démontrèrent d'une façon éclatante à l'opinion générale, qu'il n'était plus permis de méconnaître l'existence de la nation juive, distinguée par la hauteur de ses pensées et des lois morales qui la dirigent, dont jusqu'alors on n'avait aperçu que la lie. Le soin qu'on avait apporté au choix des membres de l'Assemblée fit qu'elle tint un langage digne d'être écouté, compris et apprécié. Les représentants des Juifs étaient résolus à défendre vaillamment le judaïsme en face de l'Europe toute entière, imprégnée des préjugés les plus vils à son égard.

Pour guider l'Assemblée des Notables, en même temps aussi pour lui faire connaître ses intentions, l'Empereur nomma une commission spéciale. Le décret du 22 juillet 1806, inséré au Moniteur du 28 juillet, désigna en qualité de commissaires « à l'effet de traiter toutes les affaires concernant les Juifs » MM. Molé, Portalis fils et Pasquier, maîtres des requêtes au Conseil d'Etat. Les commissaires avaient aussi pour mission de recueillir les vœux émis sur les moyens les plus expédients pour ranimer, parmi les Juifs, l'exercice des professions utiles, tant manuelles et artistiques qu'intellectuelles, et pour remplacer ainsi, par un travail honnête, l'usure, à laquelle beaucoup d'entre eux se livraient de père en fils, depuis des siècles.

Quand il fallut nommer les commissaires, la première pensée de l'Empereur se fixa sur M. Molé. Le rôle que ce dernier avait joué dans la recherche de la solution à donner à la question juive, l'avait désigné pour ce poste de confiance; outre le rapport qu'il avait lu au Conseil d'Etat, l'Empereur lui avait encore

demandé un travail, apparu sous le titre de : « Recherches sur l'état politique et religieux des Juifs, depuis Moïse jusqu'au temps présent ». Ce travail a été inséré en entier au Moniteur où il occupe dix-huit colonnes. Ce n'était qu'un acte d'accusation contre la nation juive. Il y était exposé que l'usure n'était point née des malheurs et de l'état spécial des Juifs depuis leur dispersion, ainsi qu'on le croyait trop souvent ; mais qu'elle était non seulement tolérée, mais même recommandée par la loi de Moïse et par les principaux Docteurs qui l'avaient interprétée. Cette prescription du législateur hébreu avait eu pour objet de compléter la séparation entre son peuple et les autres nations. En conséquence, on devait regarder le vice de l'usure comme inhérent au peuple juif, sans espoir de guérison.

Le chef des trois commissaires fut M. Molé. Les députés juifs furent très désagréablement impressionnés par ce choix. Ils le savaient de parti pris contre eux et mal intentionné à leur égard. Ils avaient encore une raison particulière de se méfier de lui : l'on savait que son arrière grand'mère, fille de Samuel Bernard, célèbre financier de la fin du règne de Louis XIV, était d'origine juive, et que la grande fortune dont jouissait sa famille venait presque entièrement de cette alliance. Or, la famille Molé prétendait que le judaïsme de Samuel Bernard n'était qu'une pure fiction, fondée sur le hasard d'un nom de baptême, plus usité, en effet, chez les Juifs que chez les chrétiens.

Le deuxième commissaire fut M. Portalis, fils du ministre des Cultes et le troisième, M. Pasquier.

Lorsque les commissaires prirent connaissance des ins-

tructions de l'Empereur, ils croyaient que ses intentions n'étaient pas encore définitivement arrêtées. Or, Napoléon projetait de donner à ce qu'il n'avait d'abord considéré que comme une mesure de rigueur, destinée à combattre les effets de l'usure en Alsace, la portée d'un grand acte politique. Il s'agissait de savoir des Juifs eux-mêmes, si leur religion leur permettait d'accepter réellement la qualité de citoyens dans le pays où on consentirait à les accueillir comme tels ; si les prescriptions de leur religion ne leur rendaient pas impossible, ou au moins très difficile, une complète soumission aux lois ; si enfin, on ne pourrait faire tourner au profit de la société toute entière, la fortune, l'industrie, les capacités d'une population qui, jusqu'alors, s'était tenue dans un état d'isolement complet.

A considérer les choses ainsi, il était évidemment nécessaire de faire subir aux Juifs un solennel interrogatoire, d'abord sur ce qu'ils croyaient permis, et ensuite sur ce qu'ils croyaient défendu : Devait-on admettre que la loi de Moïse permît aux Juifs d'exercer l'usure envers tous ceux qui ne professaient pas leur culte ? Pouvaient-ils renoncer à cette faculté là où l'usure était interdite par les lois du pays ? Leurs docteurs, leurs rabbins, pouvaient-ils garantir sur ce point leur obéissance ? Le service militaire pouvait-il se concilier avec plusieurs observances du culte israélite, comme celle du sabbat, par exemple et celles de certains jeûnes et de l'abstention de certains aliments ? Pouvait-on certifier qu'ils consentissent sincèrement à prendre rang dans les armées françaises, toutes les fois que la loi les appellerait ?

La nature des difficultés à résoudre donne une idée du parti que l'Empereur espérait tirer d'une assemblée jusque là sans précédent dans les annales du monde, depuis la dispersion du peuple juif, après la destruction de leur indépendance nationale. Cette assemblée qui a passé presque inaperçue, était réellement le fruit d'une grande conception politique. Le fait que les résultats n'ont pas suffisamment répondu à ce qu'on attendait et qu'elle n'a laissé de son existence que des traces peu profondes, est dû principalement à la succession rapide d'événements qui ont absorbé l'attention publique. Pourtant, l'Assemblée des Notables Juifs, nous offre un spectacle grandiose et intéressant, par les discussions d'hommes ardemment dévoués à leur foi, dont le véritable esprit était si peu connu, et animés de sentiments si différents de ceux qui dirigent les nations chrétiennes.

La séance d'ouverture de l'Assemblée des Notables Juifs devait avoir lieu le 25 juillet 1806. Cette date tombait un samedi, jour du Sabbat ; or, il fallait élire un président, des secrétaires. La question se posait de savoir si l'on pouvait rédiger des bulletins de vote ce jour là. Les rabbins appuyés sur le parti de Berr Isaac Berr, se déclarèrent pour la négative. Le parti qu'on pourrait appeler « les politiques » à la tête duquel se trouvait Furtado, opina pour l'affirmative. Il voulut prouver à l'Empereur que les Juifs savaient sacrifier l'observance des lois religieuses aux ordres des autorités du pays. La combinaison proposée par Jacob Lazare, député de Paris, trouva satisfaction

à tous : il proposa que ceux qui ne voulaient pas écrire le samedi, prépareraient leur bulletin de vote dès la veille.

L'Assemblée des Notables tenait ses séances dans une salle de l'Hôtel de Ville. Le président d'âge fut Salomon Lipmann, de Colmar. Pour la présidence définitive, il y avait deux candidats : Berr Isaac Berr et Abraham Furtado. Le premier fut présenté par les orthodoxes du judaïsme ; le second eut l'appui des membres libéraux s'intéressant à la politique. Le parti libéral l'emporta, car Furtado fut élu président par 62 voix sur 94 votants. Il sut diriger les travaux de l'Assemblée avec beaucoup de tact et d'habileté. Les délégués eux-mêmes rivalisèrent de zèle et d'activité dans l'accomplissement de leur mission. Ils étaient animés à ce moment des mêmes pensées et des mêmes sentiments, oubliant qu'ils étaient Alsaciens, Portugais ou Italiens.

Les députés éprouvèrent au commencement quelques inquiétudes au sujet des intentions de Napoléon. Mais quand l'officier de la garde d'honneur qui se tenait à l'entrée de la salle des séances, s'approcha du président pour lui demander ses ordres, l'inquiétude manifestée jusqu'alors fit place à une joyeuse espérance. Dans leur imagination fertile, ils voyaient leurs coreligionnaires de partout libres et débarrassés des entraves qui les entouraient. Ils manifestèrent donc à l'Empereur une gratitude profonde.

Les délégués d'Italie arrivèrent, quand ceux de France tenaient déjà séance. Le plus remarquable d'entre eux était Abraham Vita de Cologna, rabbin de Mantoue. C'était un esprit

très libéral. Il pensait pouvoir sortir ses frères de leur isolement par des fréquentations plus suivies des Juifs avec les adeptes d'autres religions.

A la séance d'ouverture de l'Assemblée des Notables juifs, le président des Commissaires Impériaux, M. Molé, prononça le discours suivant :

« Messieurs,

« Sa Majesté l'Empereur et Roi, après nous avoir nommés
« commissaires pour traiter les affaires qui vous concernent,
« nous envoie aujourd'hui pour vous faire connaître ses inten-
« tions. Appelés des extrémités de ce vaste empire, aucun de
« vous cependant n'ignore l'objet pour lequel Sa Majesté a
« voulu vous réunir. Vous le savez, la conduite de plusieurs
« de ceux de votre religion a excité des plaintes qui sont par-
« venues au pied du trône. Ces plaintes étaient fondées, et
« pourtant l'Empereur s'est contenté de suspendre le progrès
« du mal et il a voulu vous entendre sur les moyens de le guérir.
« Vous mériterez, sans doute, des ménagements si paternels, et
« vous sentirez quelle haute mission vous est confiée. Loin de
« considérer le Gouvernement sous lequel vous vivez comme une
« puissance de laquelle vous ayez à vous défendre, vous ne son-
« gerez qu'à l'éclairer, à coopérer avec lui au bien qu'il pré-
« pare, et ainsi, en montrant que vous avez su profiter de l'ex-
« périence de tous les Français, vous prouverez que vous ne vous
« isolez pas des autres hommes.

« Les lois qui ont été imposées aux individus de votre
« religion ont varié par toute la terre. L'intérêt du moment

« les a souvent dictées ; mais de même que cette assemblée n'a
« point d'exemple dans les fastes du Christianisme, de même,
« pour la première fois, vous allez être jugés avec justice et
« vous allez voir par un prince chrétien votre sort fixé. Sa Ma-
« jesté veut que vous soyez Français ; c'est à vous d'accepter
« un pareil titre, et de songer que ce serait y renoncer que de
« ne pas vous en rendre dignes. On va vous lire les questions
« qui vous sont adressées, votre devoir est de faire connaître
« sur chacune d'elles la vérité toute entière. Nous vous le disons
« aujourd'hui et nous vous le répéterons sans cesse : lorsqu'un
« monarque aussi ferme que juste, qui sait également tout
« connaître, tout récompenser et tout punir, interroge ses sujets,
« ceux-ci, ne répondant pas avec franchise, se rendraient aussi
« coupables qu'ils se montreraient aveugles sur leurs véritables
« intérêts.

« Sa Majesté a voulu, Messieurs, que vous jouissiez de la
« plus grande liberté dans vos délibérations. A mesure que vos
« réponses seront rédigées, votre président nous les fera con-
« naître. Quant à nous, notre vœu le plus ardent est de pouvoir
« apprendre à l'Empereur qu'il ne compte parmi ses sujets
« de la religion juive que des sujets fidèles et décidés à se con-
« former en tout aux lois et à la morale que doivent suivre et
« pratiquer tous les Français ».

Le président de l'Assemblée, M. Furtado, répondit aux
commissaires par un discours, dans lequel il faut citer le passage
suivant :

« Organe des sentiments qui animent cette assemblée, je

« dois vous dire, au nom de tous ceux qui la composent, que
« lorsque Sa Majesté a pris la résolution de nous appeler dans
« sa capitale, pour concourir à l'accomplissement de ses généreux
« desseins, nous avons vu avec une joie inexprimable cette
« occasion comme un moyen de dissiper plus d'une erreur et de
« faire cesser bien des préventions. »

Après le discours d'ouverture du comte Molé, un des secrétaires donna lecture des douze questions adressées par l'Empereur à l'Assemblée, et auxquelles elle devait donner, dans le plus bref délai, des réponses claires et précises. Pour obtenir ce résultat et afin d'arriver à ce que l'Assemblée composât ses réponses d'après les vues de l'Empereur, une commission de douze membres fut nommée, laquelle, de concert avec le bureau, devait préparer les réponses et diriger la discussion. Cette commission fut composée de MM. Berr Isaac Berr, Segré, rabbin, David Zinsheimer, rabbin, Abraham Andrade, rabbin, Jacob Lazare, rabbin, Jacob Goudchoux Berr, Moïse Lévy Rodrigue, Samuel Jacob Ghidiglia, Michel Berr, Baruch Cerf-Berr et Lyon Marx.

La commission avait surtout deux grosses difficultés à résoudre : les questions concernant l'usure et les obligations des Juifs en tant que citoyens. Les réponses attendues devaient avoir une grande valeur morale en vue des relations à créer entre le peuple français et les Juifs. Car les discussions poursuivies étaient dominées et en quelque sorte résumées par cette question : jusqu'à quel point les Juifs pouvaient-ils, en surmontant leurs habitudes les plus enracinées, prendre rang

dans le monde moderne, et participer sans blesser leurs consciences, aux avantages de la civilisation européenne ?

Les questions posées par l'Empereur furent examinées avec une grande lenteur. Cette hésitation déplaisait à l'Empereur et elle fut l'occasion de remontrances très vives de la part de M. Molé. C'était aller directement contre le but que les Commissaires impériaux s'étaient proposé, c'est-à-dire d'obtenir l'assentiment des députés juifs à leurs vues. Au bout d'un certain temps de discussion, les choses n'étaient pas plus avancées. Outre les difficultés de la matière et même en reconnaissant sur presque tous les points la justesse des propositions qui leur étaient faites, les plus libéraux, les plus influents de l'Assemblée disaient aux Commissaires que les déclarations qu'on leur demandait n'étaient pas seulement embarrassantes pour eux et délicates pour leur conscience, mais qu'elles étaient encore, suivant toute apparence, complètement inutiles. D'après eux, ils n'avaient aucune qualité pour commander à leurs coreligionnaires l'obéissance à leurs décisions ; qu'étant choisis par le Gouvernement ils ne pouvaient pas être considérés comme les représentants de la nation juive ayant le droit de décider et de légiférer en son nom.

A cette occasion, plusieurs députés prononcèrent le nom de l'ancienne réunion des Docteurs de la Loi, du temps où le peuple juif était indépendant en Palestine et connue sous la dénomination de Grand Sanhédrin. Cette réunion, disaient-ils, aurait eu, seule, qualité pour connaître de semblables matières et en décider.

Lorsque les commissaires rendirent compte à l'Empereur de ces observations, il s'empara aussitôt de l'idée. On apprit bientôt qu'il était très favorable à autoriser la convocation, à Paris, d'un Grand Sanhédrin, composé, autant que possible, d'après les règles et suivant les formes de l'ancien Grand Sanhédrin. Son intention était que toutes les communautés israélites de son Empire et même de l'Europe entière, fussent invitées à envoyer, soit des Docteurs pour faire partie de ce Grand Sanhédrin, soit des députés pour s'unir à l'Assemblée des Notables déjà existante. Cette dernière devait continuer ses travaux parallèlement à ceux du Grand Sanhédrin. A ce moment, disait l'Empereur, on pourrait se vanter d'avoir la représentation la plus légale, tout à la fois de la nation et de la religion juive. Ces deux Assemblées fonctionnant d'une façon concomitante devaient apparaître comme une résurrection de la nation juive ; cette dernière comprendrait, sans doute, à quel point elle devait se montrer digne d'un si grand et si noble événement.

Des conférences furent organisées pour préparer le questionnaire à soumettre aux délibérations du Grand Sanhédrin. Elles furent longues et nombreuses. On y agita beaucoup de sujets religieux, historiques et politiques, à l'occasion desquels plusieurs rabbins firent montre de connaissances très étendues et, quand leur foi était en cause, d'une très chaude éloquence. Mais les choses n'allèrent pas si vite que les commissaires impériaux le désiraient. Les attitudes de ces derniers restèrent identiques : M. Molé, toujours combattif et menaçant, et MM. Portalis et Pasquier, s'efforçant d'apaiser les esprits par des

formes plus conciliantes. La disposition d'esprit de ces deux derniers commissaires, ne laissait pas insensibles à leur égard les députés juifs. A la suite de l'une de ces conférences, où M. Molé se montra encore plus agressif que de coutume et où ses deux collègues s'efforcèrent de détruire le mauvais effet de certaines de ses paroles, les députés se sentaient à ce point pénétrés de reconnaissance, qu'ils allèrent le lendemain chez M. Pasquier, et l'assurèrent qu'avant six mois, leurs frères de Chine, eux-mêmes, sauraient ce que le peuple juif tout entier leur devait de gratitude, pour la noblesse de leurs procédés envers eux.

La forme et le fond de cette manifestation de reconnaissance, montrent jusqu'à quel degré ces hommes, éparpillés à travers tous les pays depuis tant de siècles, ont conservé des liens entre eux, combien ils s'identifient aux intérêts les uns des autres et sont animés du même esprit.

En comparant les résultats de toutes les législations anciennes et modernes, avec ceux de la législation de Moïse, on est émerveillé de voir combien la force des liens politiques, religieux et moraux dont il a su doter et enlacer son peuple, a été grande. Vingt siècles de dispersion, de persécutions atroces et parfois de conversions forcées au christianisme n'ont pu rompre, ni même affaiblir ces liens. Les discussions de ces assemblées juives, montrèrent une fois de plus et d'une façon éclatante, l'uniformité de leurs croyances et leur idéalisme inébranlable.

A vrai dire, les résultats de ces discussions ont été plutôt favorables aux vues de l'Empereur. Mais là où elles heurtèrent les doctrines fondamentales du judaïsme, les délégués des Juifs

ne cédèrent pas sous la pression gouvernementale, notamment sur la question de la bénédiction par les rabbins des mariages entre Juifs et non Juifs que réclamaient les commissaires impériaux.

Dans les instructions secrètes adressées par l'Empereur à son Ministre de l'Intérieur, M. de Champagny, étaient indiquées d'avance, les réponses qu'il fallait obtenir à chacune des douze questions posées. En outre, Napoléon avait donné l'ordre à son Ministre de l'Intérieur d'obtenir de l'Assemblée la déclaration suivante : « Pour marcher d'une manière régulière, il « faudrait déclarer qu'il y a dans les lois de Moïse des dispositions religieuses et des dispositions politiques ; que les dispositions religieuses sont immuables, mais qu'il n'en est pas « de même des dispositions politiques qui sont susceptibles de « modifications... Après la déclaration de ce principe viendra « l'application ».

Dans les instructions de l'Empereur à M. de Champagny, il est souvent répété : « Il faut ôter des lois de Moïse tout ce qui est intolérant ». Napoléon avait donné aux commissaires impériaux des instructions dans le même sens.

Comme nous l'avons indiqué plus haut, l'ouverture de l'Assemblée des Notables Juifs eut lieu un samedi, le 25 juillet 1806. A cette première séance ont été élus le président ainsi que le bureau, composé de deux secrétaires et trois scrutateurs. Dès la seconde séance (29 juillet), les trois commissaires impériaux soumirent douze questions à l'examen de l'Assemblée, l'invitant à répondre avec précision, conscience et sincérité. Une manifes-

tation caractéristique se produisit à l'énoncé d'une de ces questions. Quand le secrétaire demanda : « Les Juifs nés en France, et traités par la loi comme citoyens, regardent-ils la France comme leur patrie et ont-ils l'obligation de la défendre », tous les notables s'écrièrent d'une voix unanime « Oui, jusqu'à la mort ».

Dans cette même séance, on nomma une commission de douze membres chargés avec le président et les secrétaires de rédiger les réponses. La commission confia la plus grande partie de son travail à David Zinsheimer, qui l'acheva en quelques jours (30 juillet-3 août). Avant de le soumettre à l'Assemblée générale, il en donna lecture pour approbation à ses collègues de la commission.

Dès la troisième séance de l'Assemblée qui eut lieu le 4 août, on pouvait constater un réel progrès réalisé dans le sens des idées modernes par les Juifs même orthodoxes. Les deux premières questions ne soulevèrent aucune difficulté. Il s'agissait de savoir s'il est permis aux Juifs d'épouser plusieurs femmes et si le divorce prononcé par les rabbins est valable aux yeux des Juifs sans qu'un jugement soit d'abord rendu par les tribunaux.

La troisième question relative aux mariages mixtes provoqua de très vifs débats. Les députés indifférents aux pratiques religieuses se montraient favorables aux unions mixtes. Les députés orthodoxes, surtout ceux des anciennes provinces allemandes, ainsi que Salomon Lipmann et le cabaliste Népi, s'y montraient opposés. Pourtant, ils craignaient d'irriter Na-

poléon, par la prohibition absolue de ces unions. L'Assemblée se tira cependant assez habilement de cette difficulté.

Après avoir établi que la Bible ne défend explicitement que les mariages avec les sept nations chananéennes, c'est-à-dire avec les idolâtres, elle ajouta que, d'après une déclaration formelle du Talmud, les peuples modernes ne peuvent pas être considérés comme des païens. Sans doute, les rabbins ne seraient « pas disposés à bénir le mariage d'un Juif avec une chrétienne » ou d'un chrétien avec une juive, pas plus que les prêtres catholiques ne consentiraient à bénir de pareilles unions ». Mais ce refus n'aurait aucune conséquence fâcheuse, puisque pour l'Etat le seul mariage civil est valable. Du reste, les rabbins continuent à considérer comme juif celui qui a épousé une chrétienne.

La quatrième séance eut lieu le 7 août. Elle fut consacrée à la discussion et à l'adoption des réponses aux quatrième, cinquième, sixième et septième questions. A la quatrième question, à savoir : si les Juifs considèrent les Français comme étant leurs frères, l'Assemblée répondit que la Bible et toute la littérature rabbinique enseignent l'amour d'autrui et la fraternité.

A la cinquième séance, qui eut lieu le 12 août, on devait discuter et adopter les dernières questions. Elles comprenaient la rectification de l'opinion courante sur les attributions des rabbins et sur l'étendue de leurs pouvoirs. Quand la discussion sur l'usure eut lieu, les députés protestèrent avec force contre

le fait que les fautes de quelques individus soient imputées à la collectivité juive toute entière.

Quand toutes les déclarations furent examinées par le Gouvernement Impérial, l'Assemblée tint une sixième séance le 18 septembre, pour entendre les communications des commissaires. Le discours de M. Molé glorifiant les travaux de l'Assemblée des Notables, était d'un ton tout autre que les précédents. Nous citons les passages suivants qui nous intéressent spécialement :

« Sa Majesté a voulu qu'il ne restât aucune excuse à ceux
« qui ne deviendraient pas citoyens ; elle vous accorde le libre
« exercice de votre religion et la pleine jouissance de vos droits
« politiques ; mais en échange de l'auguste protection qu'elle
« vous accorde, elle exige une garantie religieuse de l'entière
« observation des principes énoncés dans vos réponses. Cette
« Assemblée, telle qu'elle est constituée aujourd'hui, ne pour-
« rait à elle seule la lui offrir ; il faut que ses réponses, conver-
« ties en décisions par une autre assemblée d'une forme plus
« imposante encore et plus religieuse, puissent être placées à
« côté du Talmud et acquièrent ainsi aux yeux de tous les Juifs
« de tous les pays et de tous les siècles, la plus grande autorité
« possible. C'est aussi l'unique moyen de répondre à la grandeur
« et à la générosité des vues de Sa Majesté, et de faire éprouver
« l'heureuse influence de cette mémorable époque à tous vos core-
« ligionnaires.

« La foule des commentateurs de votre loi en a sans doute
« altéré la pureté, et la diversité de leurs opinions a dû jeter

« dans le doute la plupart de ceux qui les lisent. Il s'agit donc
« de rendre à l'universalité des Juifs l'important service de fixer
« leurs croyances sur les matières qui vous ont été déjà sou-
« mises. Pour rencontrer dans l'histoire d'Israël une assemblée
« revêtue d'une autorité capable de produire les résultats que
« nous attendons, il faut remonter jusqu'au grand Sanhédrin.
« C'est le grand Sanhédrin que Sa Majesté se propose de convoquer
« aujourd'hui. Ce corps tombé avec le Temple, va reparaître
« pour éclairer par tout le monde le peuple qu'il gouvernait ;
« il va le rappeler au véritable esprit de sa loi, et lui en donner
« une explication digne de faire disparaître toutes les interpré-
« tations mensongères ; il lui dira d'aimer et de défendre le
« pays qu'il habite ; et il lui apprendra que tous les sentiments
« qui l'attachaient à son antique patrie, il les doit aux lieux où,
« pour la première fois depuis sa ruine, il peut élever sa voix.

« Enfin, selon l'ancien usage, le grand Sanhédrin sera
« composé de 70 membres, sans compter son chef ; les deux tiers
« ou environ seront rabbins, parmi lesquels on verra d'abord
« ceux qui sont ici présents et qui ont approuvé les réponses ;
« l'autre tiers sera choisi par cette assemblée elle-même, dans
« son sein et au scrutin secret. Les fonctions du grand Sanhédrin
« consisteront à convertir en décisions doctrinales les réponses
« déjà rendues par l'assemblée, ainsi que celles qui pourraient
« résulter de la continuation de ses travaux.

« Car, vous l'entendez, Messieurs, votre mission n'est pas
« encore remplie ; elle durera aussi longtemps que celle du grand
« Sanhédrin ; il ne fera que ratifier et donner un nouveau poids

« à vos réponses. D'ailleurs, Sa Majesté a été trop satisfaite
« de vos intentions et de votre zèle pour dissoudre cette assem-
« blée avant d'avoir terminé la grande œuvre à laquelle Elle
« l'a appelée à concourir.

« Avant tout, il convient que vous nommiez au scrutin
« secret un comité de neuf membres, qui puisse préparer avec
« nous les matières qui doivent faire le sujet de vos nouvelles
« discussions et des décisions du grand Sanhédrin. Vous obser-
« verez que dans la composition de ce comité les Juifs portugais,
« italiens et allemands se trouvent également représentés. Nous
« vous invitons aussi à annoncer, sans délai, la convocation du
« grand Sanhédrin à toutes les synagogues de l'Europe, afin
« qu'elles envoient des députés capables de fournir au Gouver-
« nement de nouvelles lumières et dignes de communiquer avec
« vous ».

A ce discours, écouté par les députés avec beaucoup d'at-
tention, eux qui dans leur enthousiasme pour la convocation
du grand Sanhédrin, croyaient voir dans cet acte la résurrection
de l'ancienne grandeur d'Israël, M. Furtado répondit par une
allocution de circonstance. Il pria ensuite les commissaires de
Sa Majesté de se retirer, afin que l'Assemblée puisse délibérer
en liberté. L'Assemblée « arrête alors que le bureau de l'Assem-
« blée se retirera vers les commissaires de Sa Majesté I. et R.,
« pour les supplier de porter au pied du trône l'hommage de sa
« profonde gratitude, et de son entier et respectueux dévouement.

« Qu'il sera adressé par l'Assemblée une proclamation à
« toutes les synagogues de l'Empire français, du royaume d'Italie

« et de l'Europe, pour leur annoncer que, le 20 octobre, un
« grand Sanhédrin s'ouvrira à Paris, sous la protection et par
« la permission expresse de Sa Majesté ;

« Que MM. les rabbins, membres de l'Assemblée, seront
« invités à faire partie de ce grand Sanhédrin ;

« Que 25 députés, membres de l'Assemblée, seront élus au
« scrutin secret pour en faire également partie ;

« Que Sa Majesté Impériale et Royale sera humblement
« suppliée de vouloir bien donner les ordres nécessaires, afin
« que 29 rabbins choisis dans les synagogues de son Empire et
« de son royaume d'Italie, puissent se rendre à Paris, pour y
« assister au grand Sanhédrin.

« Qu'il sera procédé dans le sein de l'Assemblée à l'élec-
« tion d'un comité de neuf membres au scrutin secret, par trois
« scrutins de liste, lequel comité sera chargé de préparer, de
« concert avec MM. les commissaires de S. M. l'Empereur et
« Roi, les matières qui seront soumises à la délibération du
« grand Sanhédrin.

« Que l'Assemblée ne se séparera pas que le grand Sanhé-
« drin n'ait clos ses séances ;

« Qu'elle prie MM. les commissaires impériaux de trans-
« mettre à S. M. Impériale et Royale le désir qu'elle éprouve de
« porter en corps à ses pieds l'hommage de son amour et de
« son respect ».

L'Assemblée procéda ensuite à la nomination, au scrutin secret de la commission de neuf membres. Etaient élus parmi les députés italiens : MM. Segré (78 voix), Cologna (67 voix) et

Cracovia (53 voix) après un ballottage avec Fromiggini. A la séance du 19 septembre, étaient élus, comme députés allemands : MM. Jacob Lazard (55 voix), Moïse Lévy (55 voix) et Berr Isaac Berr (50 voix) après un ballottage avec Lyon Marx. Comme députés portugais à la commission des neuf étaient élus : Abraham Furtado (70 voix) Avigdor (secrétaire, 51 voix) à la séance du 19 septembre et Andrade (51 voix) à la séance du 23 septembre, après un ballottage avec M. Crémieux. A cette même séance, lecture est donnée à l'Assemblée du projet de circulaire aux synagogues de France et du royaume d'Italie, ainsi qu'aux autres synagogues d'occident, pour les informer de la convocation à Paris du grand Sanhédrin et les inviter à y envoyer des docteurs de la Loi, pour concourir par leurs conseils aux desseins bienfaisants de Sa Majesté Impériale et Royale. La discussion est ensuite portée sur l'élection des 25 membres laïques qui feront partie du grand Sanhédrin.

A la séance du 24 septembre, lecture est donnée de la proclamation elle-même, qui est adressée à toutes les synagogues de l'Europe. Cette proclamation est rédigée en hébreu, en français, en allemand et en italien.

A la séance du 26 septembre, on procéda à l'élection des 25 membres laïques qui devaient faire partie du grand Sanhédrin ; étaient élus :

MM.

1. Berr Isaac Berr, député de la Meurthe (68 voix).
2. Jacob Benjamin, député du Mont-Tonnerre (72 voix).
(remplacé par M. Abraham Cohen, député du Bas-Rhin).

3. Mayer Nathan, député de la Sarre (60 voix).
 4. Isaac Samuel Avigdor, député des Alpes-Maritimes (76 voix).
 5. Lipmann-Cerf Berr, député du Haut-Rhin (72 voix).
 6. Israël Cohen, député de l'Adige (77 voix).
 7. Théodore Cerf-Berr, député de la Seine (75 voix).
 8. Saül Crémieux, député de la Seine (72 voix).
 9. Abraham Furtado, député de la Gironde (86 voix).
 10. Aaron Friedberg, député du Mont-Tonnerre (64 voix).
 11. Fromiggini, député de l'Olona (74 voix).
 12. Cerf Jacob Goudchaux, député de la Moselle (75 voix).
 13. Aaron Latis, député de l'Adriatique (64 voix).
 14. Herz Loeb Lorch, député du Mont-Tonnerre (67 voix).
 15. David Lévi, député du Pô (84 voix).
 16. Marc Foi, député des Basses-Pyrénées (76 voix).
 17. Lyon Marx, député du Rhin et Moselle (69 voix).
 18. Isaac Rodrigues, député de la Gironde (74 voix).
 19. Rodrigues Fils, député de la Seine (62 voix).
 20. Aaron Smoll, député de la Seine (71 voix).
 21. S. Wittersheim, député du Bas-Rhin (77 voix).
 22. Olry Hayem Worms, député de la Seine (69 voix).
 23. Benoît Fanno, député du Mincio (86 voix).
 24. Daniel Lévi, député du Bas-Rhin (74 voix).
 25. Constantini, député des Bouches-du-Rhône (48 voix).
- (Après un ballottage contre M. Emilio Vitta).

La commission des neuf, d'accord avec les commissaires impériaux, s'était occupée de combler une lacune, en faisant pour le culte israélite ce qui avait été fait pour les cultes catho-

lique et protestant par les lois organiques du 18 germinal an X. Elle avait donc préparé un projet de règlement organique du culte mosaïque. Dans la séance du 9 décembre, cette commission présenta à l'appui de ce projet un rapport dont nous citons les extraits suivants :

« Si le règlement dont nous vous rendons compte conserve
« le culte mosaïque dans son intégrité, il ne conserve pas moins
« dans toute leur plénitude nos droits civils et politiques ; il
« présente dans son ensemble et dans chacun de ses moindres
« détails la confirmation de ce que vous entendîtes dans votre
« séance du 18 septembre dernier de la bouche de MM. les com-
« missaires de Sa Majesté : Elle vous assure, vous ont-ils dit,
« le libre exercice de votre religion et la pleine jouissance de vos
« droits politiques. Mais, en échange de l'auguste protection
« qu'Elle vous accorde, elle exige une garantie religieuse des
« principes énoncés dans vos réponses.

« Vous le savez, Messieurs, cette garantie résultera de
« la conversion de nos réponses en décisions doctrinales par
« le grand Sanhédrin. Dans le projet de règlement qui va vous
« être soumis, et qui, ainsi qu'il a déjà été dit, est le résultat
« des instructions données à MM. les Commissaires de Sa Ma-
« jesté et des vues de votre commission, tout est coordonné
« dans l'objet de présenter et d'assurer cette garantie ».

Et plus loin : « Quel est celui d'entre nous qui ne voit,
« qui ne sent tous les avantages de sa situation ; qui n'y puise
« une émulation féconde, un sentiment profond de dévouement

« pour la patrie et son illustre chef, en un mot le désir ardent
« de justifier et de mériter de si grands bienfaits ?

« Il est un sûr moyen, c'est d'engager la jeunesse israélite
« à reprendre la noble profession des armes, si glorieusement
« exercée par ses ancêtres, à mériter l'honneur d'avoir rang
« parmi les braves, en se consacrant particulièrement au service
« d'un souverain qui a des droits éternels à son dévouement le
« plus entier ».

A ce rapport fut joint le projet de règlement organique, qui a été longuement discuté et adopté dans la même séance, sans aucune modification. D'après ce projet, le judaïsme français devait avoir à sa tête un consistoire central, qui aurait pour mission de surveiller les consistoires départementaux, les rabbins et les communautés. Chaque consistoire départemental serait chargé de veiller à l'exécution des décisions du grand Sanhédrin, d'encourager chez les juifs l'exercice des professions manuelles, de faire connaître aux autorités civiles le nombre des conscrits israélites de la circonscription. Certains députés montrèrent en vain que, parmi les obligations imposées aux consistoires, s'en trouvaient certaines qui étaient vexantes pour les Juifs et qu'on doutait de leur patriotisme. Par crainte de déplaire à l'Empereur et afin de ne pas s'attirer sa colère, la majorité de l'assemblée accepta le projet du règlement organique, sans aucune modification. Ce fut le règlement organique du culte mosaïque du 10 décembre 1806 annexé au décret du 17 mars 1808.

La commission des neuf avait présenté, pour faire suite

au règlement, un projet d'arrêté qui fut discuté dans les séances suivantes des 11 et 15 décembre 1806, et adopté le 15 décembre sans aucun changement et que nous reproduisons ci-dessous :

« L'assemblée des représentants israélites de l'empire de France et du royaume d'Italie, après avoir entendu le rapport de son comité des neuf et adopté dans son entier le projet de règlement rédigé par ce comité ;

« Considérant que le terme de ses travaux n'est point éloigné et qu'il est de son devoir d'appeler l'attention de Sa Majesté sur plusieurs mesures qu'elle croit propres à assurer la régénération de ses coreligionnaires, quoique ces mesures n'aient point dû ni pu être comprises dans son projet de règlement ;

« Considérant que, parmi ces mesures, il n'en est pas de plus importantes que celles qui tendraient à faire payer par les Israélites, à la patrie, le tribut des services que lui doivent tous ses enfants ;

« Considérant enfin que c'est le devoir de tous les Israélites de l'empire français et du royaume d'Italie de verser leur sang dans les combats pour la cause de la France, avec ce même dévouement et cette même valeur que leurs ancêtres combattaient autrefois les nations ennemies de la cité sainte, et de rechercher les occasions de se rendre dignes des bienfaits qu'un grand prince daigne en ce moment répandre sur eux.

« Arrête que Messieurs les commissaires de Sa Majesté T. et R. seront suppliés de porter au pied du trône l'expression de sa profonde et immortelle reconnaissance ;

« Que Messieurs les commissaires sont également suppliés
« de faire connaître à Sa Majesté les vœux que forme humblement
« l'assemblée pour que Sa Majesté mette le comble à ses bienfaits
« en consentant à concourir elle-même au salaire des rabbins, et
« en daignant charger les autorités locales de l'empire de France
« et du royaume d'Italie de se concerter avec les consistoires
« afin qu'ils achèvent de détruire, par leur intervention et leur
« zèle, l'éloignement que pourrait avoir la jeunesse israélite
« pour le noble métier des armes, et qu'ils parviennent ainsi à
« assurer la parfaite obéissance aux lois de la conscription ».

Le vœu relatif aux salaires des rabbins n'a été exaucé que par la loi du 8 février 1831 qui, en mettant à la charge de l'Etat le traitement des ministres du culte israélite, a fait tomber la dernière différence qui séparait encore les Israélites des autres citoyens français.

La séance du 15 décembre eût encore à s'occuper de l'élection de deux membres laïques du grand Sanhédrin, en remplacement de deux membres démissionnaires, à celle de six suppléants laïques et à la lecture d'une adresse de félicitations envoyée à l'assemblée par les Israélites de Francfort-sur-le-Mein.

A la séance du 23 décembre fut discutée une question religieuse d'intérêt privé, renvoyée par le Conseil d'Etat à l'examen de l'assemblée et à la lecture de la réponse du président à l'adresse des Juifs de Francfort.

Dans la séance du 5 février 1807, l'assemblée entendit la lecture de la rédaction des décisions doctrinales préparée par la commission des neuf, pour être soumise au grand Sanhédrin.

Après cette lecture, M. Avigdor, député des Alpes-Maritimes et secrétaire de l'assemblée prononça un discours très éloquent. En recherchant pour quelles causes les « différents peuples » antiques avaient successivement et également haï, méprisé et persécuté les israélites », il s'exprime ainsi :

« Ce n'est donc ni à votre origine, ni à vos lois, ni à vos mœurs, que vous devez attribuer ce concert de haine des nations contre vous ; c'est à l'ignorance, d'abord, des premiers siècles ; à la jalousie, vice de tous les temps, et à l'effet trop naturel d'un préjugé d'habitude sur les hommes en général ».

Et plus loin :

« La haine de tous ces peuples (Egyptiens, Grecs et Romains) contre les Juifs n'est donc pas si difficile à expliquer. Tous également attachés à leurs idoles, à leurs dieux, demi-dieux et enfin à toutes les superstitions de la plus aveugle ignorance, ont dû détester, haïr et persécuter les Juifs, ennemis déclarés de toutes ces superstitions, mais ce qui n'est pas concevable, c'est que les chrétiens, avec lesquels nous n'avons qu'une origine, les chrétiens, nos compagnons de malheur sous Néron, Vespasien, Titus, Domitien, Adrien, et tant d'autres, aient pu, contre leur devoir, hériter de ces peuples irréligieux des sentiments de mépris et de haine dont nous avons commencé avec eux d'être également les victimes. Voilà vraiment ce qu'il n'est pas facile d'expliquer.

« Cette conduite est d'autant plus incompréhensible que les plus célèbres moralistes chrétiens ont défendu les persécutions, professé la tolérance et prêché la charité fraternelle ».

M. Avigdor énumère ensuite les papes qui ont défendu les Juifs contre la colère de la foule. Il leur exprime la profonde reconnaissance du peuple juif. Enfin, il propose à la délibération de l'assemblée l'adresse suivante de remerciements au clergé catholique :

« Les députés de l'empire de France et du royaume d'Italie
« au synode hébraïque décrété le 30 mai dernier, pénétrés de
« gratitude pour les bienfaits successifs du clergé chrétien dans
« les siècles passés, en faveur des israélites des divers Etats de
« l'Europe,

« Pleins de reconnaissance pour l'accueil que divers pontifes
« et plusieurs autres ecclésiastiques ont fait dans différents
« temps aux Israélites de divers pays, alors que la barbarie,
les préjugés et l'ignorance réunis persécutaient et expulsaient
« les Juifs du sein des sociétés,

« Arrêtent que l'expression de ces sentiments sera con-
« signée dans le procès-verbal de ce jour, pour qu'elle demeure
« à jamais comme un témoignage authentique de la gratitude
« des Israélites de cette assemblée, pour les bienfaits que les
« générations qui les ont précédés ont reçus des ecclésiastiques
« de divers pays de l'Europe ;

« Arrêtent en outre que copie de ce procès-verbal sera
« envoyée à Son Excellence le ministre des cultes.

Cette adresse, accueillie avec faveur, fut sanctionnée par l'Assemblée.

Entre temps, il avait été procédé à la constitution du grand Sanhédrin. L'œuvre propre de cette assemblée reste en dehors

de cette étude. Mais le grand Sanhédrin devant inaugurer ses séances le neuf février, l'assemblée des Notables suspendit ses travaux.

Elle les reprenait le 25 mars 1807. A cette séance, M. Furtado, au nom de la commission des neuf, donna lecture du rapport sur les travaux du grand Sanhédrin, dont nous citons le passage essentiel suivant :

« Ce corps religieux a donc consacré ce que cette assemblée
« presqu'entièrement composée de laïques, avait délibéré d'avance.
« Le fond est le même, la forme seule est différente. Le principe
« fondamental qui établit qu'en matière civile et politique la
« loi du prince est religieusement obligatoire, se trouve de
« nouveau reconnu et promulgué. La raison même de ce prin-
« cipe est authentiquement consignée dans le préambule des déci-
« sions doctrinales, où il est déclaré que la législation de Moïse
« renferme des dispositions religieuses et des dispositions poli-
« tiques ; que les premières sont indépendantes des lieux et
« des temps, tandis que les secondes sont subordonnées, dans
« leur application, à un ordre politique qui n'existe plus ; ce
« qui justifie la pleine et entière obéissance des Israélites ré-
« pandus aujourd'hui chez toutes les nations, aux lois qui les
« régissent elles-mêmes ».

Dans cette même séance du 25 mars, ce rapport fut adopté, ainsi qu'une adresse à l'Empereur pour le remercier d'avoir réorganisé le culte Israélite et pour le prier de lever le sursis décrété le 30 mai 1806.

A la séance du 27 mars, on discuta un projet de résolution

présenté par la commission des neuf, pour inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires afin de réprimer les abus commis par un certain nombre d'Israélites dans l'exercice de leur commerce. L'assemblée chargea une commission élue dans son sein, de s'entendre à ce sujet avec les commissaires impériaux. Cette dernière commission rédigea son rapport et le soumit à l'assemblée le 30 mars. A la suite de ce rapport, une longue discussion eut lieu à l'assemblée et l'arrêté suivant fut adopté :

« L'Assemblée des députés des Israélites de France et du « royaume d'Italie, après avoir entendu le compte que lui a « rendu son comité des neuf des travaux du grand Sanhédrin,

« Considérant que les décisions de cette vénérable assemblée et le corps de doctrine qu'elles présentent sont bien propres à faire revivre dans le cœur de tous les Israélites la divine « morale de la sainte loi,

« Considérant qu'il importe pour la régénération de ses « coreligionnaires, non seulement de redresser des opinions « erronées, mais encore de réformer les habitudes vicieuses dont « on s'est plaint dans quelques lieux ; que des mesures capables « de remplir cet objet important ne peuvent être prises et même « préparées que par le Gouvernement lui-même ; qu'enfin, elle « aura rempli les obligations que lui impose l'intérêt des hommes « qu'elle représente quand elle aura indiqué et livré tous leurs « besoins à la sagesse profonde et paternelle du grand monarque « qui daigne s'occuper d'eux.

« Arrête que MM. les commissaires seront suppliés de trans-

« mettre à sa Majesté le vœu que forme très humblement l'Assemblée pour que S. M. daigne prendre les dispositions qu'elle « croira convenable, afin qu'à l'avenir quelques Israélites, au « moyen du brocantage qu'ils exercent ou des hypothèques qu'ils « prennent ne portent plus dans le commerce et dans les fortunes « des désordres semblables à ceux dont on s'est plaint, et dont « trop souvent la honte et le châtement ont rejailli sur tous « leurs coreligionnaires ».

Le 6 avril 1807, l'Assemblée tint sa dernière séance. Le Président donna lecture de la lettre suivante qui lui avait été adressée le 3 avril par les commissaires impériaux :

« Vous pouvez, Monsieur, annoncer à l'Assemblée que vous « présidez, que son dernier arrêté, ainsi que l'adresse qu'elle « a votée, ont été mis sous les yeux de l'Empereur. Après avoir « si honorablement terminé vos travaux, elle peut se séparer.

« Quant à nous, nous n'oublierons jamais le zèle dont « nous avons vu tous vos membres animés, et les secours que « nous avons puisés dans leurs lumières.

« Nous avons l'honneur de vous saluer.

« Signé : Math. Molé, Portalis fils, E. Pasquier. »

Après un discours de clôture du président et l'adoption d'un projet d'exhortations aux Juifs, destiné à être répandu parmi ceux de France, d'Italie et de l'Etranger, pour leur rappeler les sentiments de morale civile proclamés dans les décisions doctrinales du grand Sanhédrin, l'Assemblée des No-

tables juifs, arrivée au terme de ses travaux et ayant accompli sa mission, se sépara.

On lira ci-après, in extenso, les douze questions posées par les Commissaires impériaux à l'Assemblée et les réponses de cette dernière, transformées en décisions doctrinales par le grand Sanhédrin.

CHAPITRE IX

QUESTIONS POSÉES
A L'ASSEMBLÉE DES NOTABLES JUIFS
ET LES RÉPONSES DE CELLE-CI

Les députés français professant la religion de Moïse arrêtent que la déclaration suivante précédera les réponses qu'ils doivent faire aux questions qui leur seront adressées par les commissaires de sa Majesté Impériale et Royale : l'Assemblée vivement pénétrée des sentiments de reconnaissance, d'amour, de respect et d'admiration pour la personne sacrée de Sa Majesté Impériale et Royale, déclare au nom des Français qui professent la religion de Moïse, que pour se rendre dignes des bienfaits que Sa Majesté leur prépare, ils sont dans l'intention de se conformer à ses volontés paternelles ; que leur religion leur ordonne de regarder comme loi suprême la loi du prince en matière civile et politique ; qu'ainsi, lors même que leur code religieux ou les interprétations qu'on lui donne renfermeraient des dispositions civiles ou politiques qui ne seraient pas en harmonie avec le code français, ces dispositions cesseraient dès lors de les régir, puisqu'ils doivent avant tout reconnaître la loi du prince et lui obéir ; que par suite de ce principe, dans tous les temps, les

Juifs se sont fait un devoir de se soumettre aux lois de l'État, et que depuis la Révolution, ils n'en ont point reconnu d'autres, ainsi que tous les Français.

PREMIÈRE QUESTION

Est-il licite aux Juifs d'épouser plusieurs femmes ?

Réponse :

Il n'est point licite aux Juifs d'épouser plusieurs femmes ; ils se conforment généralement dans tous les États de l'Europe à l'usage de n'épouser qu'une seule femme. Moïse ne commande pas expressément d'en prendre plus d'une, mais il ne le défend pas ; il semble même adopter implicitement cet usage comme établi, puisqu'il règle le partage des successions entre les enfants de plus d'une épouse.

Quoique cet usage existe dans tout l'Orient, néanmoins leurs anciens docteurs leur prescrivent de ne prendre plus d'une femme qu'autant que leur fortune leur permettra de pourvoir à tous leurs besoins. Il n'en fût pas de même en Occident. Le désir de se conformer aux usages des nations de cette partie de l'Europe, parmi lesquelles ils s'étaient répandus, leur avait fait renoncer à la polygamie ; mais, comme quelques individus se la permettaient encore, cette circonstance détermina, dans le XI^e siècle, la convocation d'un synode à Worms, présidé par le rabbin Guerson et composé de cent rabbins. Cette assemblée prononça anathème contre tout israélite qui se permettrait à l'avenir d'épouser plus d'une femme.

Quoique ce synode n'eût pas fait cette défense pour toujours, l'influence des mœurs européennes a prévalu partout.

DEUXIÈME QUESTION

Le divorce est-il permis par la religion juive ? Le divorce est-il valable sans qu'il soit prononcé par les tribunaux et en vertu de lois contradictoires à celles du Code français ?

Réponse :

La répudiation est permise par la loi de Moïse, mais elle n'est point valable si elle n'est préalablement prononcée par les tribunaux en vertu du Code français. Aux yeux de tous les Israélites sans exception, la soumission à la loi du prince est le premier des devoirs ; c'est un principe généralement reçu parmi eux, que dans tout ce qui concerne les intérêts civils et politiques, la loi de l'Etat est la loi suprême.

Avant qu'ils n'eussent été admis en France à la jouissance des droits des autres citoyens, et lorsqu'ils vivaient sous une législation particulière qui leur permettait de se régir selon leurs usages religieux, ils avaient la faculté de répudier, mais il était extrêmement rare qu'ils en usassent. Depuis la révolution, ils n'ont reconnu à cet égard que les lois françaises. Lors de leur admission aux droits de citoyens, les rabbins et les principaux Juifs, dans toute la France, se présentèrent devant les municipalités des lieux et y prêtèrent serment de se conformer en tout aux lois et n'en point reconnaître d'autres pour régler leurs intérêts civils. Ils ne peuvent donc plus regarder

comme valable la répudiation prononcée par leurs rabbins, puisque pour avoir ce caractère elle doit l'être auparavant par les tribunaux, car de même qu'en vertu d'un arrêté des consuls, les rabbins ne peuvent imposer la bénédiction nuptiale sans qu'il leur ait apparu de l'acte des conjoints devant l'officier civil, de même ils ne peuvent prononcer la répudiation qu'autant qu'il leur ait apparu du jugement qui le consacre.

Quand même l'arrêté précité n'aurait pas statué à cet égard, la répudiation rabbinique ne serait pas valable, car selon les rabbins qui ont écrit sur le code civil des Juifs, tels que Joseph Carro dans l'Abénésér, la répudiation n'est valable qu'autant qu'il n'existe aucun empêchement quelconque, et comme à l'égard des intérêts civils, la loi de l'Etat serait un empêchement puisque l'un des conjoints pourrait s'en prévaloir contre l'autre, il résulte nécessairement que sous l'influence du Code civil, la répudiation rabbinique n'est point valable. Ainsi depuis que les Juifs contractent devant l'officier civil, nul parmi ceux qui tiennent aux observances religieuses, ne peut se séparer de sa femme que par un double divorce, celui de la loi de l'Etat et celui de la loi de Moïse, et sous ce rapport on peut assurer que la religion juive est parfaitement en harmonie avec le Code civil.

TROISIÈME QUESTION

Une juive peut-elle se marier avec un chrétien, et une chrétienne avec un juif, ou la loi veut-elle que les Juifs ne se marient qu'entre eux ?

Réponse :

La loi ne dit point qu'une juive ne puisse se marier avec un chrétien, ni une chrétienne avec un Juif. Elle ne dit pas non plus que les Juifs ne peuvent se marier qu'entre eux.

La loi ne prohibe nominativement les mariages qu'avec les sept nations chananéennes, avec Amon et Moab, et avec les Egyptiens.

La défense à l'égard des sept nations est absolue ; celle avec Amon et Moab se borne, selon plusieurs talmudistes, aux hommes de ces deux nations, et non aux femmes ; on croit même qu'il faut que celles-ci aient embrassé la religion juive. Quant aux Egyptiens la défense est limitée à la troisième génération. La prohibition ne s'applique qu'aux peuples idolâtres, et le Talmud déclare formellement que les nations modernes ne le sont pas, puisque, comme les Juifs, elles adorent le Dieu du ciel et de la terre. Aussi y a-t-il eu à différentes époques des mariages entre les Juifs et les chrétiens, en France, en Espagne et en Allemagne ; ils furent successivement tolérés et défendus par les lois des princes dans les Etats desquels ils ont été reçus ; il en existe aujourd'hui quelques-uns en France, mais on ne doit point laisser ignorer que l'opinion des rabbins est contraire à ces sortes d'alliances. Selon leur doctrine, quoique la religion de Moïse n'ait point défendu aux Juifs de s'allier avec ceux qui ne sont pas de leur religion, néanmoins comme le mariage, d'après le Talmud, exige pour sa célébration des cérémonies religieuses appelées Kiduschim et la bénédiction usitée en pareil cas, nul mariage n'est valable religieusement qu'autant

que ces cérémonies ont été remplies. Elles ne peuvent l'être à l'égard de deux personnes qui ne reconnaissent pas également ces cérémonies comme sacrées, et dans ce cas les deux époux pourraient se séparer sans qu'ils eussent besoin du divorce religieux ; ils seraient regardés comme mariés civilement et non religieusement.

Telle est l'opinion des rabbins membres de l'assemblée ; en général, ils ne seraient pas plus disposés à bénir le mariage d'une chrétienne avec un Juif, ou d'une Juive avec un chrétien, que les prêtres catholiques ne consentiraient à bénir de pareilles unions.

Cependant les rabbins reconnaissent que le Juif qui se marie avec une chrétienne ne cesse pas pour cela d'être Juif aux yeux de ses coreligionnaires, tout comme l'est celui qui épouse une juive civilement et non religieusement.

QUATRIÈME QUESTION

Aux yeux des Juifs, les Français sont-ils leurs frères ou sont-ils des étrangers ?

Réponse :

Aux yeux des Juifs, les Français sont leurs frères et ne sont point des étrangers.

L'esprit des lois de Moïse est conforme à cette manière de considérer les Français. Lorsque les Israélites formaient un corps de nation, leur religion leur prescrivait de regarder les étrangers comme leurs frères ; c'est avec une touchante solli-

citude que leur législateur leur ordonne de les aimer. Souvenez-vous, leur dit-il, que vous avez été étrangers en Egypte.

Les égards, la bienveillance envers les étrangers sont recommandés par Moïse, non comme une exhortation à la pratique de la morale sociale, mais comme une obligation imposée par Dieu même. En moissonnant vos champs, leur dit-il, n'y retournez pas pour prendre les poignées des épis qu'on y aurait oubliés ; laissez-les pour le pauvre, l'étranger et la veuve.

Ne maltraitez point l'étranger, ne lui faites point de tort ; aimez-le, donnez-lui du pain, fournissez-lui des vêtements dans son besoin. Je suis l'Eternel votre Dieu ; l'Eternel aime l'étranger (Euxode 22 et 23. — Deutér. 22).

A ce sentiment de bienveillance pour l'étranger, Moïse ajoute l'amour général pour l'humanité ; aime ton semblable comme toi-même. David s'exprime aussi en ces termes : Le Seigneur notre Dieu est plein de bonté, sa miséricorde s'étend sur toutes ses œuvres. Cette doctrine est professée par le Talmud.

Ceux qui observent les Noachides, dit un talmudiste, quelles que soient d'ailleurs leurs mœurs, nous sommes obligés de les aimer comme nos frères, de visiter leurs malades, d'enterrer leurs morts, d'assister leurs pauvres comme ceux d'Israël ; enfin, il n'y a point d'acte d'humanité dont un vrai israélite puisse se dispenser envers l'observateur des Noachides. Qu'est-ce que ces préceptes ? de s'éloigner de l'idolâtrie, de ne point blasphémer, de s'abstenir de tout adultère, de ne tuer ni blesser son prochain, de ne voler ni tromper, de ne manger la chair des animaux qu'après les avoir tués, enfin de maintenir la

justice. Ainsi tous nos principes nous font un devoir d'aimer les Français comme nos frères.

Un païen ayant consulté le rabbin Hillel sur la religion juive et voulant savoir en peu de mots en quoi elle consistait, Hillel lui répondit : Ne fais pas à ton semblable ce que tu ne voudrais pas qu'on te fit. Voilà, dit-il, la religion, tout le reste n'en est que la conséquence. Une religion qui a de pareilles bases, une religion qui ordonne d'aimer l'étranger, qui prêche la pratique des vertus sociales, exige à plus forte raison que ses sectateurs regardent leurs concitoyens comme leurs frères.

Et comment pourraient-ils les regarder autrement, lorsqu'ils vivent sur le même sol, qu'ils sont régis et protégés par le même gouvernement et par les mêmes lois, qu'ils jouissent des mêmes droits et remplissent les mêmes devoirs ? Il y a même, entre le Juif et le chrétien, un lien de plus qui compense amplement la différence de religion, c'est le lien de la reconnaissance. Ce sentiment qu'une simple tolérance nous avait inspiré, a reçu par les nouveaux bienfaits du gouvernement, depuis dix-huit ans, un degré d'énergie qui associe en tout notre destinée à la destinée commune des Français. Oui, la France est notre patrie, les Français sont nos frères, et ce titre glorieux, en nous honorant à nos propres yeux, est un sûr garant que nous ne cesserons jamais de le mériter.

CINQUIÈME QUESTION

Dans l'un et dans l'autre cas, quels sont les rapports que leur loi leur prescrit avec les Français qui ne sont pas de leur religion ?

Réponse :

Ces rapports sont les mêmes que ceux qui existent entre un Juif et un autre Juif, nous n'admettons d'autre différence que celle d'adorer l'Etre suprême, chacun à sa manière. On a vu par la réponse à la question précédente quels sont les rapports que la loi de Moïse, le Talmud et l'usage nous prescrivent avec les Français qui ne sont pas de notre religion. Aujourd'hui que les Juifs ne forment plus une nation et qu'ils ont l'avantage d'être incorporés dans la grande nation, ce qu'ils regardent comme une rédemption politique, il n'est pas possible qu'un Juif traite un Français qui n'est pas de sa religion autrement qu'il ne traite un de ses coreligionnaires.

SIXIÈME QUESTION

Les Juifs nés en France et traités par la loi comme citoyens français, regardent-ils la France comme leur patrie ? Ont-ils l'obligation de la défendre, sont-ils obligés d'obéir aux lois et de suivre toutes les dispositions du code civil ?

Réponse :

Des hommes qui ont adopté une patrie, qui y résident depuis plusieurs générations, qui, sous l'empire même des lois particulières qui restreignaient leurs droits civils, lui étaient assez attachés pour préférer au malheur de la quitter celui de ne point participer à tous les avantages des autres citoyens, ne peuvent se regarder en France que comme Français, et l'obligation de la défendre reste à leurs yeux un devoir également honorable et précieux.

Jérémie, chap. 29, recommande aux Juifs de regarder Babylone comme leur patrie, quoiqu'ils ne dussent y rester que soixante-dix ans ; il les exhorte à défricher des champs, à bâtir des maisons, à semer et à planter. Sa recommandation fut tellement suivie, qu'Esdras, chap. 2, dit que lorsque Cyrus leur permit de retourner à Jérusalem pour rebâtir le second Temple, il n'en sortit que quarante-deux mille trois cents soixante, que ce nombre n'était composé que de prolétaires et que tous les riches restèrent à Babylone.

L'amour de la patrie est parmi les Juifs un sentiment si naturel, si vif et tellement conforme à leur croyance religieuse, qu'un Juif français en Angleterre se regarde, même au milieu des autres Juifs, comme étranger, et qu'il en est de même d'un Juif anglais en France.

Ce sentiment est à ce point, que l'on a vu des Juifs français, dans la dernière guerre, se battre à outrance contre les Juifs des pays avec lesquels la France était en guerre. Il y en a plusieurs qui sont couverts d'honorables cicatrices, et d'autres qui ont obtenu sur le champ d'honneur des témoignages éclatants de leur bravoure.

SEPTIÈME QUESTION

Qui nomme les rabbins ?

Réponse :

Depuis la Révolution, dans les lieux où il y a assez de Juifs pour pourvoir à l'entretien d'un rabbin, il est nommé par les

chefs de famille à la pluralité des suffrages, après que l'on a pris des informations sur sa moralité et sur sa capacité. Cependant ce mode n'est pas uniforme, il varie selon les localités, et aujourd'hui tout ce qui se rapporte à l'élection des rabbins est dans l'incertitude.

HUITIÈME QUESTION

Quelle juridiction de police exercent les rabbins parmi les Juifs ? Quelle police judiciaire exercent-ils parmi eux ?

Réponse :

Les rabbins n'exercent aucune juridiction parmi les juifs. La qualification de rabbin ne se trouve nulle part dans la loi de Moïse, elle n'existait pas davantage dans le temps du premier temple, et il n'en est fait mention que vers la fin du second. A ces époques, les Juifs se régissaient par des sanhédrins ou tribunaux.

Il y en avait un suprême appelé le grand sanhédrin, qui siégeait à Jérusalem et qui était composé de soixante-et-onze juges. Il y avait des tribunaux subalternes, composés de trois juges pour les affaires civiles et de police, et un autre de vingt-deux juges qui siégeaient dans le chef-lieu pour les affaires les plus importantes, et que l'on qualifiait de petit sanhédrin. Ce n'est que dans la Mishna et le Talmud, que l'on trouve pour la première fois la qualification de rabbin pour désigner un docteur de la Loi, et c'était ordinairement la voix publique, sur la réputation dont il jouissait, qui le faisait appeler rabbin.

Lorsque les israélites furent entièrement dispersés, ils formèrent de petites communautés dans les lieux où il leur fut permis de se réunir en certain nombre. Là, il y eut quelquefois un rabbin et quelques autres docteurs, qui sous le nom de bethdin, c'est-à-dire maison de justice, rendirent des jugements. Le rabbin faisait les fonctions de président, et deux autres celles de juges ou d'assesseurs. Les attributions comme l'existence de ces tribunaux ont toujours dépendu jusqu'à nos jours de la volonté des gouvernements sous lesquels les juifs ont vécu et selon le degré de tolérance dont ils ont joui.

Depuis la Révolution, il n'existe plus en France, ni dans le royaume d'Italie aucun de ces tribunaux de rabbins. Les Juifs, devenus citoyens, se sont conformés en tout aux lois de l'Etat. Aussi les attributions des rabbins, dans les lieux où il y en a, se bornent-elles à prêcher la morale dans les temples, à bénir les mariages et à prononcer les divorces. Dans les lieux où il n'y a point de rabbin, le premier Juif instruit dans sa religion peut, selon la loi, bénir un mariage sans l'assistance d'un rabbin : ce qui est sans doute un inconvénient dont il importe de prévenir les suites, en étendant la défense faite aux rabbins par l'arrêté des consuls du 1^{er} prairial an X à toutes les autres personnes qui seraient appelées à bénir un mariage. À l'égard de la police judiciaire parmi eux, comme ils n'ont aucune hiérarchie ecclésiastique constituée, aucune subordination de fonctions religieuses, ils n'en exercent aucune.

NEUVIÈME QUESTION

Ces formes d'élections, cette juridiction de police judiciaire, sont-elles voulues par les lois, ou seulement consacrées par l'usage ?

Réponse :

Les réponses faites aux deux questions précédentes dispensent de rien dire sur celle-ci. On peut seulement faire remarquer qu'en supposant que les rabbins eussent conservé de nos jours quelque juridiction de police judiciaire, ce qui n'est pas, cette juridiction, non plus que les formes d'élection, ne seraient point voulues par les lois, mais seraient seulement établies par l'usage.

DIXIÈME QUESTION

Est-il des professions que la loi des Juifs leur défende ?

Réponse :

Il n'en est aucune ; au contraire le Talmud (voyez Kiduschim, chap. 1^{er}) déclare positivement que le père de famille qui n'enseigne pas une profession à son enfant, l'élève pour la vie des brigands.

ONZIÈME QUESTION

La loi des Juifs leur défend-elle de faire l'usure à leurs frères ?

Réponse :

Le Deutéronome, chap. 23, verset 19, porte : Vous ne prêterez point à intérêt à votre frère, ni de l'argent, ni du grain, ni quelque autre chose que ce soit.

Le mot hébreu « nehec », que l'on traduit par celui d'usure, a été mal interprété. Il n'exprime en langue hébraïque qu'un intérêt quelconque, et non un intérêt usuraire, il n'a donc point la signification que nous donnons aujourd'hui au mot usure ; il est même impossible qu'il ait cette signification, car cette expression est relative, et il n'y a rien dans le texte qui serve de terme à sa relation.

Qu'entendons-nous par le mot français usure ? N'est-ce pas un intérêt au-dessus de l'intérêt légal, là où la loi a fixé le taux de ce dernier ? Si la loi de Moïse n'a point fixé ce taux, peut-on dire que le mot hébreu signifie un intérêt illégitime ?

Le mot « nehec » est, dans la loi hébraïque, ce qu'est dans la langue latine, le mot « fœnus ».

Ainsi, pour qu'il y eut lieu de croire que ce mot put signifier usure, il faudrait qu'il en existât un autre qui signifiât intérêt. De cela seul que ce mot n'existe point, tout intérêt est usure, ou toute usure est intérêt. Quel était le but du législateur en défendant à un Hébreu de prendre intérêt d'un autre ? C'était de resserrer entre eux les liens de la fraternité, de leur prescrire une bienveillance réciproque, et de les engager à s'aider les uns les autres avec désintéressement. La première pensée avait été d'établir entre eux l'égalité des biens et la médiocrité des fortunes particulières ; de là, l'institution de l'année sabbatique et de l'année jubilaire dont l'une revenait tous les sept ans et l'autre après cinquante ans. Par l'année sabbatique, toutes les dettes se prescrivaient. L'année jubilaire amenait la restitution de tous les biens vendus ou aliénés.

Il était facile de prévoir que la différente nature des terrains, le plus ou moins d'industrie, les fléaux du ciel qui pouvaient épargner l'un et frapper l'autre, devaient nécessairement apporter de l'inégalité dans les produits, que l'Israélite malheureux aurait recours à celui que la fortune avait favorisé. Moïse n'a pas voulu que celui-ci profitât de l'avantage de sa situation et fit payer au premier le service qu'il venait réclamer de lui ; qu'il aggravât ainsi le malheur de son frère et s'enrichît lui-même en l'appauvrissant. C'est dans cette vue qu'il leur a dit : « Ne prêtez point à intérêt à votre frère ».

Mais, quels prêts pouvaient se faire les Juifs entre eux, dans un temps où ils n'avaient aucun commerce, où il circulait si peu d'argent, où la plus grande égalité régnait dans les propriétés ? Ce ne pouvait être que quelques boisseaux de blé, quelques bestiaux, quelques instruments de labourage, et Moïse voulait que ces services fussent gratuits.

Il ne voulait faire de son peuple qu'un peuple de laboureurs. Longtemps même après lui, et quoique l'Idumée fût assez près des côtes de la mer, occupée par les Syriens, les Sidoniens et autres nations navigatrices et commerçantes, on ne voit point que les Hébreux s'adonnassent au commerce. Toutes les ordonnances de leur législateur semblaient les en éloigner.

Ainsi, il ne faut pas considérer la défense de Moïse comme un principe de la loi de commerce, mais seulement comme un principe de charité. Selon le Talmud, il ne s'agit que du prêt en quelque sorte domestique, du prêt fait à un particulier, car s'il s'agissait d'un prêt fait à un négociant même Juif, il serait

permis sous la condition d'un profit relatif au risque. Autrefois le mot usure ne représentait aucune mauvaise acception et signifiait simplement un intérêt quelconque. L'expression « usure » ne peut plus rendre le sens du texte hébreu ; aussi la Bible d'Osterwald et celle des Juifs portugais appellent « intérêt » ce que Sacy, d'après la Vulgate, appelle « usure ».

Ainsi par la loi de Moïse, le simple prêt à intérêt, non seulement entre Juif et Juif, mais encore entre un Juif et un compatriote, sans distinction de religion, est défendu. Il doit être gratuit toutes les fois qu'il s'agit d'obliger celui qui réclame notre secours et que l'emprunt n'a pas pour objet une entreprise de commerce.

Il ne faut pas perdre de vue que ces lois si belles et si humaines à une époque si reculée ont été faites pour un peuple qui formait alors un Etat, et tenait une place parmi les nations.

Qu'on jette un regard sur les restes de ce peuple infortuné, dispersé chez tous les peuples de la terre, on verra que depuis que les Juifs ont été dépossédés de la Palestine, il n'y a plus eu pour eux de demeure commune, de propriété, d'égalité primitive à maintenir. Quoique remplis eux-mêmes de l'esprit de leur législation, ils ont senti que du moment où le principe de la loi n'existait plus, ils ne devaient plus la suivre, et on les a vus sans aucun scrupule prêter à intérêt aux Juifs commerçants, comme aux hommes d'un culte différent.

DOUZIÈME QUESTION

Leur permet-elle, ou leur défend-elle de faire l'usure aux étrangers ?

Réponse :

Nous avons vu dans la réponse à la question précédente, que la défense de l'usure, considérée comme l'intérêt le plus modique, était moins un principe de commerce, qu'un principe de charité et de bienfaisance ; c'est sous ce point de vue qu'elle est également condamnée par Moïse et par le Talmud, et que la défense sous ce rapport s'applique autant à nos concitoyens qui ne sont pas de la même religion, qu'à nos coreligionnaires. Cette disposition de la loi qui permet de prendre un intérêt de l'étranger, ne se rapporte évidemment qu'aux nations avec lesquelles on a des relations de commerce. Autrement, il y aurait une contradiction manifeste entre ce passage et vingt autres des livres sacrés : Aimez l'étranger, parce que le Seigneur votre Dieu l'aime ; donnez-lui la nourriture et le vêtement. Il n'y aura qu'une même loi pour vous et pour les étrangers qui sont dans votre pays : que la justice se rende également parmi vous, aux étrangers et à vos concitoyens ; que maudit soit celui qui fera le moindre tort à l'étranger : traitez l'étranger comme vous-mêmes. Ainsi la restriction ou la défense s'applique à l'étranger qui réside dans Israël : l'Écriture le met sous la sauvegarde de Dieu, c'est un hôte sacré, et Dieu fait un devoir de l'accueillir, comme la veuve et l'orphelin.

Il est évident que le texte « *extraneis fœnerabis et fratri tuo non fœnerabis* » ne peut s'entendre que des nations étrangères

avec lesquelles on fait le commerce ; et même en ce cas, l'Écriture, en permettant de prendre intérêt de l'étranger, n'entend point par là aucun profit excessif, oppresseur, odieux, à celui qui le paye.

« *Non licuisse israelites, — disent les docteurs — usuras immoderatas exigere ab extraneis etiam divitibus ; res est per se nota* ». Moïse, s'il était le législateur des Juifs, était-il législateur de l'univers ? Les lois qu'il donnait au peuple que Dieu lui avait confié, allaient-elles devenir les lois du monde ? Pouvait-il étendre sur tous les hommes ce précepte : Vous ne prendrez point d'intérêt à vos frères ? Quelle garantie avait-il que dans les relations qui devaient naturellement s'établir entre la nation juive et les nations étrangères, ces dernières renonceraient aux usages généralement répandus dans le commerce, et prêteraient aux Juifs sans exiger aucun intérêt ? Et alors fallait-il qu'il consentît à les sacrifier, à les appauvrir, pour enrichir les peuples étrangers ? N'est-il pas absurde de lui faire un crime de la restriction qu'il a mise au précepte du Deutéronome ? Quel est le législateur qui ne l'ait regardé comme un principe naturel de réciprocité ? Combien, à cet égard, la législation de Moïse est plus simple, plus noble, plus juste et plus humaine que celle des Grecs et des Romains ! Vit-on jamais, parmi les anciens israélites, ces scènes de scandale et de révolte provoquées par la dureté des créanciers envers les débiteurs ? Ces fréquentes abolitions de dettes pour éviter qu'une multitude appauvrie ne se livrât au désespoir ? La législation mosaïque et ses interprètes ont distingué, avec une humanité digne d'éloges, les

divers usages de l'argent emprunté. Est-ce pour soutenir la famille ? L'intérêt est défendu. Est-ce pour entreprendre un commerce qui fait courir un risque aux capitaux du prêteur ? L'intérêt est permis, même de Juif à Juif. Prête au pauvre, dit Moïse, ici le tribut de la reconnaissance est le seul intérêt. Le salaire du service rendu est dans la satisfaction de l'avoir rendu. Il n'en est pas de même du riche qui emploie des capitaux dans l'exploitation d'un grand commerce ; là, il permet que le prêteur soit associé aux profits de l'emprunteur, et comme le commerce était pour ainsi dire nul parmi les Israélites exclusivement adonnés au labourage, et qu'il ne se faisait qu'avec les étrangers, c'est-à-dire les nations voisines, il fut permis d'en partager les profits avec elles. C'est ce qui fit dire à M. de Clermont-Tonnerre, dans l'Assemblée constituante, ces paroles remarquables : « L'usure, dit-on, est permise aux Juifs ; cette assertion n'est fondée que sur une interprétation fautive d'un principe de bienfaisance et de fraternité qui leur défendait de prêter à intérêt entre eux ».

Cette opinion est celle de Puffendorf et d'autres publicistes. On s'est fort étayé contre les Juifs d'un passage de Maimonides, qui semble avoir fait un précepte de l'expression « Lénokhri Tassich » ; mais, si Maimonides n'a pas craint de soutenir cette opinion, on sait que le savant rabbin Abarbenel a réfuté ce sentiment d'une manière victorieuse. On trouve encore dans le Talmud, traité de Macot, que l'un des moyens d'acquérir la perfection est de prêter sans intérêt à l'étranger même idolâtre.

Au reste, quelle que fût, s'il est permis de s'exprimer ainsi,

la condescendance de Dieu pour les Hébreux, on ne saurait raisonnablement soutenir que ce père commun des hommes a pu dans aucun temps commander l'usure. Le sentiment de Maimonides, qui avait soulevé contre lui tous les docteurs juifs, fut principalement condamné par les fameux rabbins Moïse de Gironda et Salomon Bén Adereth ; d'abord sur ce qu'il s'était appuyé du sentiment de Siffri, docteur particulier dont la doctrine n'a pas été sanctionnée par le Talmud ; car il est de règle générale que toute opinion rabbinique qui n'est pas sanctionnée dans cet ouvrage, doit être considérée comme réfutée. En second lieu, parce que si Maimonides a entendu que le mot Nochri, c'est-à-dire étranger, regardait le Chananéen, peuple proscrit de Dieu, néanmoins, il n'aurait pas dû confondre le droit public qui dérivait d'un ordre extraordinaire de Dieu aux Israélites considérés comme nation, avec le droit privé d'un particulier contre un autre particulier de cette même nation.

Il est incontestable, d'après le Talmud, que l'intérêt même entre Israélites est permis lorsqu'il s'agit d'opérations de commerce, dans lesquelles le prêteur, en courant une partie des risques de l'emprunteur, s'associe aussi à ses profits. C'est l'opinion de tous les docteurs juifs. On voit que les opinions absurdes et contraires à la morale sociale que peut avoir avancées un rabbin, ne doivent pas faire porter un jugement défavorable sur la doctrine générale des Juifs, de même que les idées semblables avancées par des théologiens catholiques ne doivent pas être mises sur le compte de la doctrine évangélique.

On peut en dire autant de l'imputation faite aux Hébreux,

d'avoir une disposition naturelle à l'usure. On ne peut pas nier qu'il ne s'en trouve quelques-uns, mais en bien plus petit nombre qu'on ne pense, qui se livrent à ce honteux commerce défendu par leur religion. S'il en est quelqu'un qui s'écarte à cet égard des lois de la délicatesse, n'est-il pas injuste d'imputer ce vice à cent mille individus ? Ne le serait-il pas de l'imputer à tous les chrétiens, parce qu'il s'en trouve qui se le permettent ?

CONCLUSIONS

Napoléon, en convoquant l'Assemblée des Notables Juifs, lui avait soumis deux questions difficiles à résoudre : l'usure et leurs obligations en tant que citoyens.

En Palestine, durant leur indépendance nationale, les Juifs formaient un peuple de bergers, d'agriculteurs et d'artisans. Ils ne faisaient point le commerce, et l'usure leur était formellement interdite par la loi de Moïse. Après la dispersion, l'exemple des Grecs, le séjour dans les grands centres, avaient éveillé leurs instincts commerciaux, mais ils faisaient d'abord surtout le commerce des esclaves et des denrées orientales. Les lois prohibitives auxquelles on les soumettait par la suite, les restrictions et les interdictions d'exercer dans la plupart des branches de l'activité humaine, ne leur laissaient comme unique gagne-pain que les branches inférieures du commerce dédaignées par les marchands chrétiens : friperie, colportage, et surtout le commerce d'argent : la banque, l'usure. Ce dernier commerce leur fut en quelque sorte imposé par les exigences multipliées envers eux de l'Eglise, des rois et des seigneurs, en même temps que par l'intolérance des marchands chrétiens organisés en gildes, le droit canon leur obstruant aussi le chemin des carrières libérales, des emplois publics et de l'agri-

culture, par la défense d'exercer, à un titre quelconque, une autorité sur les chrétiens. D'ailleurs, les métaux précieux sont, de toutes les marchandises, les plus faciles à cacher et à emporter sur soi, avantage qui était très appréciable à l'époque de spoliations et d'expulsions fréquentes où ils vivaient.

L'usure était défendue aux chrétiens par les Pères de l'Eglise et le droit canon. Par devoir moral, l'argent devait se prêter « entre frères », sans en attendre aucun bénéfice. Au Moyen-Age, des esprits sérieux et pratiques comprenaient que sans circulation des capitaux il ne pouvait y avoir de progrès sérieux dans l'industrie et dans le commerce. Comment concilier alors les exigences canoniques avec celles des affaires ? On pensa aux Juifs. Le prêt à intérêt de Juif à non Juif était permis par l'Ancien Testament ; quant aux prohibitions de l'Evangile, elles ne s'appliquaient pas aux Juifs. En conséquence, non seulement on les autorisa à exercer ce négoce, mais encore on les y obligea presque en leur fermant tous les autres. Le Juif devint le grand et presque « l'unique prêteur d'argent, le banquier « officiellement reconnu par la loi religieuse et la loi civile. Sa « banque est une sorte d'institution publique et il remplit une « des fonctions importantes de l'Etat ». Dans beaucoup de pays on les appela même, on les admit à la seule condition de fonder des banques, où rarement ils prêtaient à un taux usurier, c'est-à-dire supérieur à celui marqué par les privilèges. Très souvent aussi le banquier juif n'était que le prête-nom de commerçants chrétiens, ou même de grands seigneurs qui évitaient,

grâce à lui, les foudres de l'Eglise, tout en s'enrichissant par un négoce lucratif.

A la séance de l'Assemblée Constituante du 21 décembre 1789, le comte de Clermont-Tonnerre a très bien résumé la situation des Juifs en disant : « des hommes qui ne possèdent « que de l'argent ne peuvent d'ailleurs vivre qu'en faisant valoir « cet argent, et vous les avez toujours empêchés de posséder « autre chose. »

En définitive, les Juifs, en leur qualité de prêteurs d'argent, ont rendu à la société chrétienne et au progrès économique des services remarquables, mais ils en ont été bien mal récompensés.

Parmi les Juifs qui vivaient en France au moment de la Révolution, ceux d'Alsace tout particulièrement étaient accusés d'usure. Les « biens nationaux » étant mis en vente, les paysans, pour en acheter, empruntèrent aux Juifs. Le manque de bras et les récoltes mauvaises les empêchèrent de s'acquitter envers leurs créanciers. Des jugements s'ensuivirent et les mises en vente de leurs biens menaçaient les paysans insolvable. Ils adressèrent des plaintes au Gouvernement contre les « usuriers » juifs. Napoléon, après discussion au Conseil d'Etat, rendit le décret du 30 mai 1806, qui suspendait les créances des Juifs sur une partie du territoire et convoquait l'Assemblée des Notables.

Le décret du 30 mai 1806 était pris par l'Empereur lui-même sur le seul avis de son Conseil d'Etat. Le chef du Gouvernement et son Ministre de l'Intérieur n'avaient point jugé nécessaire,

pour légiférer, l'intervention du Corps Législatif. C'était un exercice inconstitutionnel du pouvoir législatif et une violation ouverte de tous les principes posés par les lois et la Constitution.

D'après le sénatus-consulte organique du 28 floréal an XII (18 mai 1804), c'était au Corps législatif seul qu'il appartenait de faire les lois, et l'Empereur ne pouvait que les proposer et les faire promulguer. Les seuls actes permis au Gouvernement sans la participation du Corps législatif étaient les règlements d'administration nécessaires pour assurer l'exécution des lois (article 44. Constitution de l'an VIII). Or, ce n'était pas le cas pour la suspension des créances des Juifs d'Alsace.

Le décret du 30 mai établissait pour les Juifs une législation spéciale et dérogeait expressément aux règles du droit civil appliquées à tous les Français. On violait le principe constitutionnel de l'égalité des citoyens devant la loi, en établissant entre les Français des distinctions basées sur le culte et le domicile. Tous les Juifs n'étaient pas frappés : ceux du Midi, par exemple, restaient régis par le droit commun.

L'article 8 du Code Napoléon comprenait le droit de pouvoir contracter, c'est-à-dire de passer avec les autres citoyens des contrats qui les lient et les engagent envers des tiers. Suivant l'article 1123 du même Code « toute personne peut contracter qui n'en est pas formellement déclarée incapable par la loi ». C'était donc méconnaître formellement ces dispositions que de suspendre les effets des contrats et obligations passés au profit des Juifs. Mais, le souci de légalité n'a jamais arrêté Napoléon dans la réalisation d'un de ses buts.

Comme nous l'avons vu plus haut, l'histoire nous démontre d'une façon éclatante que le commerce d'argent et l'usure, qu'on reprochait si vivement aux Juifs, leur ont été imposés par la société dans laquelle ils vivaient. De son côté, l'Assemblée des Notables, par ses réponses judicieuses et de haute morale aux questions onze et douze du point de vue de la théologie hébraïque, a fait bonne justice des préjugés enracinés que « la nation juive était constituée oppressive et usurière ». D'ailleurs peut-on imaginer la société et l'économie modernes vivant sans le commerce de l'argent, qui entraîne la circulation des capitaux ?

En ce qui concerne les obligations des Juifs en tant que citoyens, l'Assemblée des Notables avait répondu avec beaucoup de modestie et de tact, quoique avec une parfaite docilité. L'histoire politique et économique du xix^e et du début du xx^e siècles, la place qu'ils occupent dans toutes les branches de l'activité humaine, leur devoir rempli pendant la grande guerre, montrent qu'ils ne sont pas au-dessous de la population des autres cultes.

Mais les députés de l'Assemblée des Notables se sont montrés trop dociles lorsque, sur les instances bien entendu des commissaires, ils adressèrent des suppliques à l'Empereur, afin de redresser, par disposition officielle, leurs prétendus torts. C'était donner « par leurs délibérations, pour ainsi dire, des « armes contre eux-mêmes et contre la race dont ils défendaient « la cause ».

Les résultats ne se firent pas attendre. Les Juifs « furent « frappés de stupeur quand, l'année suivante, parut cet infâme

« décret du 17 mars 1808, qui les mettait hors la loi et les replongeait dans l'humiliation la plus profonde ».

Certes, l'Assemblée des Notables Juifs était une grande conception due au génie de Napoléon. Elle fut un événement capital dans les annales du judaïsme français. si elle a laissé des traces peu profondes, elle a montré néanmoins, par ses discussions élevées, que les Juifs étaient dignes de l'égalité des droits que la Grande Révolution Française leur a accordée. La France étant la première qui leur apporta l'émancipation politique, elle s'acquit par là des titres inoubliables à la reconnaissance des Juifs de tous pays.

Vu : *Le Doyen,*
H. BERTHELEMY.

Vu : *Le Président,*
A. MESTRE.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :
Le Recteur de l'Académie de Paris
S. CHARLÉTY.

BIBLIOGRAPHIE

- DUBNOW. — L'histoire juive des dernières générations.
- DOHM. — *Über die bürgerliche Verbesserung der Juden.*
- FAUCHILLE (Paul). — La question juive en France sous le Premier Empire, d'après des documents inédits.
- GRAETZ. — Histoire des Juifs.
- GASNOS. — Etude historique sur la condition des Juifs dans l'ancien droit français.
- HALPHEN (Achille Edmond). — Recueil des lois, décrets, ordonnances, avis du Conseil d'Etat, arrêtés et règlements concernant les Israélites depuis la Révolution de 1789.
- HAGANI (Baruch). — L'émancipation juive.
- JUSTER (Jean). — Les droits politiques des Juifs dans l'Empire romain.
- LEMANN (Abbé Joseph). — Napoléon I^{er} et les Israélites. — La prépondérance juive, II^e partie, son organisation — (1806-1815).
- LIBER (M.). — Napoléon I^{er} et les Juifs. La question juive devant le Conseil d'Etat en 1806. *Revue des Etudes juives.*
- PASQUIER (Chancelier). — Mémoires du Chancelier Pasquier publiés par le Duc d'Audiffret-Pasquier, — 1^{re} partie, Tome I^{er}. — 1789-1810.
- PHILIPSON (M.). — *Neuste Geschichte des jüdischen Volkes* (1907).
- RABBINOVICZ. — Législation criminelle du Talmud.
- REINACH (Théodore). — Histoire des Israélites.
- ROGER (Henri). — Les religions révélées.
- SAGNAC (Philippe). — Les Juifs et la Révolution française. *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 1899. — Tome I^{er}, numéros 1 et 3. Mai-juin et septembre-octobre.
- TAMA (Diogène). — Collection des actes de l'Assemblée des Israélites de France et du Royaume d'Italie convoquée à Paris par décret de S. M. Impériale et Royale du 30 mai 1806. — Paris 1807.

TABLE DES MATIÈRES

CHAPITRE I ^{er} . — Les Origines	5
— II. — L'Epoque romaine.....	13
— III. — Les Juifs en France.....	23
— IV. — Les Juifs à la veille de la Révolution	29
— V. — L'Assemblée Constituante et les Juifs.....	39
— VI. — Bonaparte et les Juifs.....	49
— VII. — Les Juifs sous l'Empire	53
— VIII. — L'Assemblée des Notables Juifs	67
— IX. — Questions posées à l'Assemblée des Notables Juifs et les réponses de celle-ci.....	105
Conclusions ..	127
Bibliographie	133

IMPRIMERIE
NEMOURIENNE

ANDRÉ LESOT
3, Rue des Pliants, 3
NEMOURS (S.-&-M.)
